

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Les mécanismes de contrôle dans le système financier actuel sont devenus écrasants»

«**Quadragesimo Anno**», plus actuel que jamais

par Heinrich Wohlmeyer, ingénieur en sciences naturelles et docteur en droit

Des citoyens inquiets m'ont demandé si le discours prononcé le 15 mai 1931 par le pape Pie XI dans l'encyclique «*Quadragesimo Anno* – De l'ordre social, paragraphe 106», cité ci-après, était encore d'actualité et je n'ai pu que répondre – comme indiqué ci-dessous – que l'avertissement et l'exhortation de ce même pape, prononcés en pleine «crise économique mondiale» étaient tout simplement providentiels, car la mainmise financière des grands détenteurs de capitaux s'était institutionnalisée pendant, et plus particulièrement après la Seconde Guerre mondiale et avait garanti plus tard le développement de l'«ordre financier international».

Comme le constatait Pie XI:

«Cette dictature de l'économie devient plus que jamais despotique chez ceux qui, dès lors qu'ils possèdent l'outil financier et le contrôlent entièrement, contrôlent aussi le crédit et régissent son attribution à leur guise. Au travers du crédit, ils régulent pour ainsi dire la circulation sanguine du corps économique; ils tiennent à ce point entre leurs mains le contrôle de ce flux vital que plus personne n'est en mesure de respirer sans leur autorisation.»

Ce que prévoyait le pape, l'accession du grand capital à une domination tout simplement illimitée, et son mode opératoire sous couvert d'anonymat, motivé par une avidité impitoyable va être expliqué plus bas.

Afin de ne pas être catégorisé en tant que «théoricien du complot» ou «conspirationniste», je mentionnerai également certaines sources particulièrement édifiantes du monde financier et scientifique.

En ce qui concerne la situation actuelle, nous devrions remonter aux débuts de l'organisation du crédit moderne: l'invention de l'argent a été fondée sur l'idée de trouver une valeur légère, facile à transporter, durable et divisible, qui puisse servir de base et de monnaie d'échange. Il s'agissait d'abord d'or et d'argent. Afin d'éviter les frais de transport et se garantir contre le pillage, l'argent était déposé chez les négociants en métaux précieux et les orfèvres, qui émettaient en contrepartie des «billets de banque». Ces derniers étaient acceptés dans les échanges à titre de monnaie. Cependant, les «banquiers» se rendirent rapidement compte qu'en règle générale, les clients ne venaient pas retirer leur argent, mais que les billets de banque (c'est-à-dire les reconnaissances de dettes émises par la banque) disposaient de la confiance des citoyens.

La création monétaire «fractionnelle» à partir de rien venait de voir le jour.¹

«Cette dictature de l'économie devient plus que jamais despotique chez ceux qui, dès lors qu'ils possèdent l'outil financier et le contrôlent entièrement, contrôlent aussi le crédit et régissent son attribution à leur guise. Au travers du crédit, ils régulent pour ainsi dire la circulation sanguine du corps économique; ils tiennent à ce point entre leurs mains le contrôle de ce flux vital que plus personne n'est en mesure de respirer sans leur autorisation.» (Pape Pie XI, 1931)

Les Anglais globalisèrent ce système, tandis qu'ils s'emparaient par les armes² de mines d'or dans le monde entier et prêtaient de l'argent couvert par l'or. La City of London, qui à Londres est toujours un domaine extraterritorial, devint le «nombril financier du monde». Cependant, comme les Anglais avaient sous-estimé les dépenses de guerre lors de la Première Guerre mondiale et qu'ils étaient devenus débiteurs de la haute finance américaine, ils durent lui céder une bonne partie de leur domination financière. Ils devinrent «Junior Partner». Ils purent cependant en grande partie maintenir leur position sur l'empire colonial. Toutefois la Seconde Guerre mondiale amena la césure majeure:

Bretton Woods – Un permis de fonctionnement pour la planche à billets (dollars)

En juillet 1944, les Accords de Bretton Woods fixèrent l'ordre économique mondial pour la période de l'après-Seconde Guerre mondiale. Le pouvoir suprême des vainqueurs, les Etats-Unis, s'établit sur la base du dollar américain en tant que monnaie de référence, lequel avait alors une couverture-or fractionnelle, et auquel les autres monnaies étaient liées par un taux de change fixe.³ La mise en place, à côté de l'or, du dollar en tant que devise de réserve était de facto un «permis de fonctionnement de la planche à billets» de par sa position dominante. Les institutions internationales fondées dans le domaine financier (la *Banque mondiale* et le *Fonds monétaire international*) garantissaient et pérennisèrent ce système. C'est ainsi que les Etats-Unis ont pu mettre au point les stratégies de leur haute finance⁴ basées sur leurs minorités de blocage. Le soi-disant consensus de Washington, qui vise à l'exploitation sans protection des Etats endettés, exige l'ouverture des frontières, la baisse des finances publiques et le libre accès aux avoirs privés et nationaux.

Colonialisme financier par la politique de la dette

Tandis qu'il devenait impossible aux puissances coloniales européennes de continuer

à dominer militairement leurs colonies, le «colonialisme financier» développa de nouvelles formes de dépendance. Ces dernières étaient avant tout subordonnées à la haute finance américaine. Un haut niveau d'endettement était recommandé aux «pays en voie de développement» qui venaient d'accéder formellement à l'indépendance, se laissant ainsi entraîner à l'asservissement aux intérêts.⁵ Il leur fut par la suite suggéré de «libérer» la vente sauvage des sources de matières premières et de terres,⁶ ce qui équivalait à un colonialisme indirect.⁷

Cette stratégie fut également appliquée sous une forme adaptée aux «pays développés», comme l'Argentine et, ces derniers temps, la Grèce. On distribua aussi des crédits bon marché dans des proportions déraisonnables pour ensuite en augmenter les intérêts, organiser le naufrage et les contraindre à la liquidation.⁸ Si on considère le développement des deux cents dernières années, on est frappé par la répétition du même schéma stratégique: distribuer du crédit bon marché créé à partir du néant, et lorsque les entreprises sont fortement endettées, augmenter les taux d'intérêt au motif du danger d'inflation et de la surchauffe économique.⁹ Ceux qui disposent des fonds nécessaires peuvent alors racheter avec profit les entreprises devenues insolubles, et sont célébrés par-dessus le marché comme des sauveteurs. L'étude de l'*Ecole polytechnique fédérale de Zurich* (EPFZ) «The Network of Global Corporate Control»¹⁰ [Le réseau de contrôle global d'entreprises], accessible au public, pour laquelle 37 millions d'entreprises ont été sondées sur leurs engagements et leurs interdépendances, montre qu'il n'y a là aucune théorie du complot.¹¹

Le résultat est que, sur 43 000 sociétés, 1318 contrôlent les quatre cinquièmes du chiffre d'affaires mondial, et que les 50 entreprises qui tirent les principales ficelles sont les grandes banques et les fonds d'investissement. Ce sont eux qui possèdent les «Blue chips» – donc les meilleures entreprises – qu'ils se sont appropriées. Dans la situation actuelle, il faut aussi y ajouter les fonds souverains chinois, qui achètent à tour de bras entreprises et terres. A quel point le monde de la finance internationale est impitoyable et quelles sont ses ramifications, on le voit dans une récente interview de l'ex-banquier *Ronald Bernhard* pour «*Endzeitreporter*» (<https://www.youtube.com/watch?v=uKjTOKp5h2g>), dans laquelle il est question de la création et du financement de guerres jusqu'aux flux financiers concernant la traite d'êtres humains.

On crée la bulle – on crève la bulle

On peut également s'apercevoir de l'arrogance de l'élite financière et de son penchant vers l'expropriation collective en sa faveur, par la politique monétaire de la *Banque cen-*

trale européenne (BCE) qui «imprime» 60 milliards d'euros par mois en violation de sa mission fondamentale de garant de la stabilité monétaire, en achetant des obligations auprès d'Etats et d'entreprises en disfonctionnement,¹² et en ramenant le taux directeur à zéro. Cependant tous les citoyens de l'Union européenne portent la responsabilité de cette politique monétaire.

Markus Krall, expert financier, a exposé dans son livre «*Der Draghi Crash – Warum die entfesselte Geldpolitik in die finanzielle Katastrophe führt*» [Le crash de Draghi – pourquoi la politique monétaire débridée mène à la catastrophe financière] que cette méga-bulle va finir par éclater au détriment de tous.¹³ Tandis qu'aujourd'hui les initiés se réfugient dans les actifs réels, les naïfs possédant encore des capitaux vont vers une expropriation collective en faveur des élites financières qui dirigent l'économie mondiale.

C'est pourquoi, dans mon «Manifeste-Solution»¹⁴ déjà traduit en huit langues, j'ai proposé des suggestions pour une «réforme fiscale stratégique» qui entraînerait la contribution raisonnable du grand capital pour le financement des communautés et contribuerait au désendettement des Etats, conseillé également la réintroduction du système bancaire séparatif¹⁵ et recommandé une réforme radicale des finances. En clair: une libération de l'actuel asservissement à l'intérêt. L'un des plus fins connaisseurs du monde de la finance globale, *Dirk Solte*,¹⁶ a très simplement expliqué pourquoi ces propositions ne sont pas acceptées par les hommes politiques:

Les grands détenteurs de capitaux accordent aux politiciens leur survie politique à court terme et à leur tour ceux-ci ne touchent pas aux parcs de jeux du grand capital. Si mes propositions étaient acceptées, les élites financières perdraient le contrôle et la capacité d'adaptation dans les communautés.¹⁷

Les Etats-Unis sont actuellement redevables¹⁸ au grand capital (et sont donc sous son emprise) de la somme incroyable de 21 billions (trillion US) de dollars – c'est-à-dire 21 millions x millions. *Ronald Ernest Paul* (Ron Paul),¹⁹ médecin américain et homme politique, a calculé que les citoyens des Etats-Unis n'auraient eu aucun impôt à payer, si l'argent correspondant à l'extension de la masse monétaire depuis 1913,²⁰ suite à l'émission étatique d'argent, était parvenu aux communautés.

Plusieurs hommes politiques ont payé de leur vie les tentatives du rapatriement de la création monétaire vers les communautés. Les plus connus sont *Abraham Lincoln* (Emission de l'obligation nationale «Green-Back») et plus récemment *John F. Kennedy* (Executive Order n° 11110, rapidement annulé après sa mort).

Jusqu'où va l'arrogance des puissants de la finance a été démontré de façon exemplaire par le MES (*Mécanisme européen de stabilité*) fortement conseillé aux hommes politiques sous prétexte d'éviter la crise. Comme ce dernier n'aurait même pas été couvert par le Traité de Lisbonne, il a été introduit sous forme d'un traité d'Etat en dehors de la «Constitution de l'Union européenne». Il jouit de l'extraterritorialité et de l'immunité, échappe au contrôle démocratique et peut ponctionner à volonté l'argent des Etats



Heinrich Wohlmeyer
(photo mad)

Heinrich Wohlmeyer est né en 1936 à St. Pölten, Basse Autriche. Il a fait ses études à Vienne, Londres et aux Etats-Unis. Il est Autrichien, chef d'entreprise et chargé de recherche, mais aussi développeur au niveau régional, et a travaillé 20 ans dans l'industrie et le développement régional. Il a été à l'origine des concepts de développement durable et a créé l'Association autrichienne pour

la recherche agraire et scientifique et la Société autrichienne de biotechnologie. A Vienne, Heinrich Wohlmeyer a enseigné à l'Université polytechnique et à l'Université d'agriculture de Vienne. Il a initié la législation autrichienne sur les montants compensatoires et a rédigé de nombreux articles de politique économique, entre autres sur les accords CETA, TISA et TTIP. Il gère aujourd'hui une ferme de montagne à Lilienfeld (Autriche). Wohlmeyer est marié, a trois filles et cinq petits-enfants.

Livres: *The WTO, Agriculture and Sustainable Development* (2002); *Globales Schafe Scheren – Gegen die Politik des Niedergangs* (2006); *Empörung in Europa – Wege aus der Krise* (2012)

C'est confirmé: avec son expansion à l'Est, l'OTAN a bafoué toutes ses promesses

Les pires craintes de la Russie se réalisent

par Eric Margolis*



Eric Margolis
(photo mad)

Au moment où les Etats-Unis convulsent d'hystérie antirusse et de diabolisation de Vladimir Poutine, un recueil de documents récemment déclassifié de la guerre froide révèle l'étendue stupéfiante des mensonges, de la duplicité et du

double jeu pratiqués par les puissances occidentales lors de l'effondrement de l'Union soviétique en 1990.

Je couvrais Moscou ces jours-là et j'ai rencontré certains des acteurs essentiels dans ce drame sordide. Depuis, j'ai écrit que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et leur appendice, l'OTAN, ont scandaleusement menti et au

* Eric S. Margolis est un chroniqueur primé internationalement. Ses articles sont parus dans le «New York Times», l'«International Herald Tribune», le «Los Angeles Times», le «London Times», le «Gulf Times», le «Khaleej Times», le «Nation» du Pakistan, le «Hurriyet» de Turquie, le «Sun Times» de Malaisie, et d'autres sites d'information en Asie. Il publie régulièrement des contributions dans le *Huffington Post*, chez *Lew Rockwell*. Il s'exprime sur CNN, BBC, France 2, France 24, Fox News, CTV et CBC en tant qu'expert de politique étrangère. Ses chroniques sur www.ericmargolis.com sont lues quotidiennement par des personnes dans le monde entier. En tant que correspondant de guerre, Eric Margolis a couvert les conflits en Angola, en Namibie, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Sinaï, en Afghanistan, au Cachemire, en Inde, au Pakistan, en El Salvador et au Nicaragua. Il a été l'un des premiers journalistes ayant interviewé Mouammar Kadhafi et à avoir obtenu l'accès aux quartiers généraux du KGB à Moscou. Né à New York, il vit à Toronto et New York et se rend souvent à Paris.

dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, et au ministre des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze et les ont trompés.

Toutes les puissances occidentales ont promis à Gorbatchev et à Chevardnadze que l'OTAN ne s'étendrait pas «d'un pouce» à l'Est si Moscou retirait l'Armée rouge de l'Allemagne de l'Est et autorisait cette dernière à se réunir pacifiquement à l'Allemagne de l'Ouest. C'était une concession immense de Gorbatchev: elle a mené à un coup d'Etat manqué des communistes purs et durs contre lui en 1991.

Les documents publiés par l'Université George Washington de Washington DC, que j'ai fréquentée pendant un semestre, sont d'une lecture écœurante.¹ Toutes les puissances et les hommes d'Etat occidentaux ont certifié aux Russes que l'OTAN ne profiterait pas du retrait soviétique et qu'une nouvelle ère d'amitié et de coopération se lèverait sur l'Europe d'après la guerre froide. Le secrétaire d'Etat américain James Baker a assuré des «garanties absolues» qu'il n'y aurait pas d'expansion de l'OTAN. Mensonges, que des mensonges!

Gorbatchev était un humaniste, un homme très correct et intelligent espérant pouvoir mettre fin à la guerre froide et à la course aux armes nucléaires. Il a ordonné à l'Armée rouge de se retirer d'Europe de l'Est. J'étais à Wunsdorf – en Allemagne de l'Est, quartier général du groupe des forces soviétiques en Allemagne – et au quartier de la Stasi, la police secrète, à Berlin-Est juste après que l'ordre de retrait eût été donné. Les Soviétiques retirèrent leurs 338 000 soldats et leurs 4200 chars et les expédièrent chez eux à la vitesse de l'éclair.

Les promesses occidentales faites aux dirigeants soviétiques par le président George W. H. Bush et James Baker ont rapidement révélé leur vacuité. C'étaient des hommes

honorables mais leurs successeurs ne l'étaient pas. Les présidents Bill Clinton et George W. Bush ont rapidement commencé à déplacer l'OTAN en Europe de l'Est, bafouant ainsi toutes les promesses faites à Moscou.

Les Polonais, les Hongrois et les Tchèques ont été intégrés à l'OTAN, puis la Roumanie et la Bulgarie, les Etats baltes, l'Albanie et le Monténégro. Washington a essayé de faire entrer les anciennes républiques soviétiques de Géorgie et d'Ukraine dans l'OTAN. Le gouvernement ukrainien aligné sur Moscou a été renversé par un coup d'Etat fomenté par les Etats-Unis. La route vers Moscou était ouverte.

Tout ce que les Russes désorientés et en faillite ont pu faire a été de dénoncer ces mouvements vers l'Est des Etats-Unis et de l'OTAN. La meilleure réponse formulée par l'OTAN et les Etats-Unis a été la suivante: «Eh bien, il n'y a pas eu de promesse écrite». Cela est digne d'un camelot vendant des montres contrefaites dans la rue! Les dirigeants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique et de l'Italie ont tous menti. L'Allemagne était prise entre son honneur et sa réunification imminente. Donc même son chancelier Helmut Kohl a dû se rallier aux prévarications de l'Occident.

A l'époque, j'avais écrit que la meilleure solution serait la démilitarisation de l'ancienne Europe de l'Est sous contrôle soviétique. L'OTAN n'avait ni besoin ni raison de s'étendre à l'Est. Le faire serait une provocation permanente à l'égard de la Russie, qui considérait l'Europe de l'Est comme un glacis défensif essentiel contre les invasions de l'Ouest.

Maintenant, avec les forces de l'OTAN sur ses frontières occidentales, les pires craintes de la Russie se réalisent.

Aujourd'hui, des avions militaires américains basés sur les côtes de Roumanie et de

Bulgarie, des anciens membres du Pacte de Varsovie, sondent l'espace aérien russe au-dessus de la mer Noire et le port de Sébastopol, stratégiquement vital. Washington parle d'armer l'Ukraine plongée dans le chaos. Les troupes américaines et de l'OTAN sont dans les Pays baltes, aux frontières nord-ouest de la Russie. Des Polonais d'extrême-droite battent les tambours de guerre contre la Russie.

En 1990, le KGB et la CIA s'étaient mis d'accord sur le principe de «pas un pouce» à l'Est pour l'OTAN. L'ancien ambassadeur américain à Moscou Jack Matlock confirme le même accord. Gorbatchev, dénoncé comme un idéaliste stupide par de nombreux Russes, a fait confiance aux puissances occidentales. Il aurait dû avoir un bataillon d'avocats véreux couvrant le district de New York pour prouver ses accords en 1990. Il a pensé qu'il avait à faire à des hommes honnêtes, honorables, comme lui.

Faut-il s'étonner, après ce leurre et ce changement de diplomatie, de la méfiance de la Russie envers les puissances occidentales? Moscou observe que l'OTAN dirigée par les Etats-Unis s'insinue toujours vers l'Est. Aujourd'hui, les dirigeants russes croient fermement que le dernier plan de Washington est de mettre en pièces la Russie et de la réduire à un pays impuissant et pauvre. Deux anciens dirigeants occidentaux, Napoléon et Hitler, ont eu des plans semblables.

Au lieu de gloser sur la duplicité d'Hitler après Munich, nous devrions examiner notre propre comportement éhonté après 1990. •

Source: ericmargolis.com, 16/12/17

(Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Cat pour «Le Saker francophone»)

¹ <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbachev-heard-western-leaders-early>

«Les mécanismes de contrôle ...»

suite de la page 1

membres. Dans le cadre de l'Union européenne, on trouve aussi le «Pacte de stabilité», selon lequel les Etats membres doivent déclarer leurs budgets à Bruxelles, où ils seront corrigés, pour ensuite être approuvés par les Parlements.²¹ De concert avec l'expert Günther Robol, j'ai attiré l'attention sur cette situation sous le titre «Une démocratie de façade contrôlée par l'argent – le pouvoir étatique au service des élites financières» dans mon livre «Empörung in Europa – Wege aus der Krise» [Révolte en Europe – des voies pour sortir de la crise]²² et j'ai émis une mise en garde envers la ratification du MES. Il était évident que la plupart des députés n'avaient pas lu le texte et ont voté en faisant confiance aux informations obtenues.

Avant d'arriver à la conclusion finale que l'avertissement de Pie XI est plus que jamais d'actualité, je voudrais encore faire passer au lecteur trois informations:

La première est un aveu éclairant sur la création monétaire: dans une démarche de fuite en avant,²³ la *Bank of England* a reconnu dans le *14 Quarterly Bulletin* (2014 Q1) dans l'article «Money Creation in the Modern Economy» [La création monétaire dans l'économie moderne] que la création monétaire résulte essentiellement de l'octroi de crédits à partir du néant («Bank lending creates deposits»). La description selon laquelle les banques collectent puis redistribuent l'épargne, comme décrit dans de nombreux manuels d'enseignement, ne correspondrait pas à la «réalité moderne».

Réglementations, législations, prescriptions: les petits sont recalés, les gros sont autorisés

La deuxième information provient d'une conversation entre représentants de la haute finance, entendue par hasard dans les couloirs de Bruxelles par un collègue: les puissants de l'économie étaient d'avis qu'il suffisait d'avoir à disposition six à sept banques en Europe pour réguler efficacement l'économie monétaire. Cette stratégie correspond à l'actuel

étouffement systématique des acteurs économiques de proximité suite à des dispositions de plusieurs milliers de pages paralysant la marche des affaires et menant donc à la fermeture pour cause de rentabilité déficiente.

Les autorisations de fermeture de petites banques sont allées si loin que, suite à la *Loi autrichienne sur l'assainissement des banques* (BASAG), l'*Autorité de surveillance des marchés financiers* (FMA) autrichienne peut fermer des banques sur un simple soupçon, sans possibilité de voies de recours.²⁴

La troisième information est la méthode démontrée par mon collègue Hans Werner Sinn, d'une union de transfert indirecte dans le cadre du Système européen des banques centrales. A l'aide du système Target-2, les Etats déficitaires peuvent se faire «reporter» auprès des Etats excédentaires. C'est ainsi que le 31/12/17, la Banque fédérale d'Allemagne possédait la somme d'environ 906 milliards d'euros de créances sur ses livres. C'est 2,7 fois le budget fédéral s'élevant à environ 330 milliards d'euros! Le débiteur qui remboursera ce montant appartenant au monde des rêves ... dans tous les cas, les propriétaires de la Banque fédérale assument la responsabilité de ce risque ... c'est-à-dire les citoyennes et les citoyens allemands!

Résultat: les mécanismes de contrôle dans le système financier actuel sont devenus si écrasants que l'avertissement de Pie XI est plus que jamais d'actualité et que la rébellion en douceur, l'opposition courageuse semble nécessaire.

Les voies à choisir se trouvent dans mon livre et dans mon manifeste cité ci-dessus. • (Traduction *Horizons et débats*)

¹ Les capitaux propres faibles actuellement requis des banques correspondent à ce modèle et il y a lieu de le souligner, la plupart des banques, tout bien considéré, n'ont aucun capital propre. Il s'agit en effet tout simplement de la différence entre actifs et passifs. On peut faire une simulation de «capital propre» dans les bilans par l'évaluation «hédoniste» des actifs.

² C'était également la cause des deux guerres des Boers en Afrique du Sud à la fin du XIX^e siècle.

³ En 1971 la couverture-or a été dénoncée unilatéralement et le système des pétrodollars a été créé. Par

le truchement d'un accord avec les Saoudiens en tant que producteurs principaux et décideurs principaux dans l'OPEP, il a été fixé que les transactions pétrolières se feraient uniquement en dollars. Depuis lors, le dollar n'est garanti plus que par la puissance militaire des Etats-Unis. Dans tous les Etats ayant tenté de briser le système du dollar, il y a eu des «interventions humanitaires» ou des coups d'Etat. Prenant en compte ces intérêts, la position des Etats-Unis concernant les questions de climat mondial s'explique facilement, car il s'agit, en règle générale, de quitter l'économie de l'énergie et des transports fondée sur le pétrole.

⁴ Mentionnons encore que le *Federal Reserve System* des Etats-Unis (FED) n'est pas une banque nationale au sens habituel, mais un cartel de grandes banques possédant les privilèges d'une banque nationale. C'est ainsi que s'explique la politique protectionniste et favorisant le grand capital des Etats-Unis.

⁵ Cela correspond à la stratégie que le deuxième président des Etats-Unis John Adams (1735–1826) a décrite: «Il y a deux façons de prendre possession d'un pays pour l'exploiter: par les armes ou par la dette.»

⁶ Un excellent exemple est le livre de John Perkins, «*Les confessions d'un assassin financier – Révélations sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis*», al-Terre Canada, 2005

⁷ De nouvelles puissances émergentes comme l'Inde ou la Chine poursuivent actuellement une stratégie analogue – avant tout en Afrique.

⁸ Dans le but d'éponger leurs dettes, il a été conseillé aux Grecs de vendre, outre leurs aéroports, leurs chemins de fer et leurs sources d'énergie, également des îles entières.

⁹ Dans certains cas – et j'en ai connu de tels –, on justifie le fait de fermer le robinet monétaire en affirmant que selon l'accord de crédit originel, les critères fixés ne sont pas ou pas suffisamment atteints, rendant ainsi le risque trop élevé.

¹⁰ Publié le 26/10/11, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0025995>

¹¹ Source des données: *banque de données ORBIS de l'OCDE, état 2007*

¹² En tout, elles s'élevèrent pour les trois dernières années à près de 3000 milliards d'euros. Le semblant de croissance du BIP est également réalisé de cette façon.

¹³ La Deutsche Bank a mis également en garde, dans l'étude publiée en septembre 2017 «Die nächste Finanzkrise» contre un sérieux «choc» qui pourrait intervenir au cours des deux prochaines années, provoqué par l'éclatement des bulles financières.

¹⁴ Disponible sur <http://wienerwende.org/>

¹⁵ Séparation des banques commerciales et d'investissement afin d'empêcher la spéculation sur les dépôts.

¹⁶ Son livre «Weltfinanzsystem am Limit – Einblicke in den heiligen Gral der Globalisierung», Editions Terra Media, Berlin 2009, est sans doute l'un des ouvrages spécialisés le plus recherché, avec un vaste matériel de données.

¹⁷ Le fondateur de la dynastie Rothschild, *Amschel Mayer-Rothschild* (1743–1812) et son fils *Nathan* l'ont retenu dans l'adage bien connu: «Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et il me deviendra indifférent de savoir qui fait les lois.»

¹⁸ Cela représente environ 35% de l'endettement public mondial. Cette situation explique aussi le penchant presque désespéré des Etats-Unis à la guerre, car même la «Grande dépression» des années trente du siècle précédent n'a pas été résolue par le «New Deal» mais par la Seconde Guerre mondiale.

¹⁹ Cf. *Ron Paul*, Institute for Peace and Prosperity, Homeschooling curriculum

²⁰ Le 22/12/1913, le Federal Reserve Act fut voté par surprise juste avant Noël par le Congrès accordant ainsi au cartel des grandes banques – à présent nanti des privilèges d'une banque nationale – le droit de dépenser ses propres fonds (Federal Reserve System).

²¹ C'est la situation légale. Le fait que ces directives ne sont souvent plus appliquées ces derniers temps par opportunisme politique (pour ne pas trop choquer le public), démontre la flexibilité des stratèges du pouvoir.

²² Wohlmeier, Heinrich. *Empörung in Europa – Wege aus der Krise*, IBERA/European University Press, Vienne, 2012 et 2014

²³ Sous la menace d'un article accablant du Pr *Richard Werner*, expert financier reconnu au niveau international et auteur du best-seller mondial «The Princes of the Yen».

²⁴ Le piquant de la chose, c'est que le FMA est lié par une injonction envers le contrôle bancaire de la BCE. Les parallèles entre les régimes autoritaires en Chine et Russie sont frappants. La Chine manipule de manière centralisée sa monnaie et n'accorde que des licences bancaires «conformes à l'Etat». De fortes réserves en devises ont pu être amassées à cause de cours de change favorables à l'exportation (un total de 3,14 billions de dollars à la fin 2017), avec lesquels il a été possible de faire du shopping (des armes aussi bien que des achats massifs d'entreprises et de terres dans le monde entier). Du total de ces réserves, 1,19 billions de dollars consistent en obligations gouvernementales des Etats-Unis, avec lesquelles il est possible de faire politiquement pression sur les Etats-Unis. Durant les trois dernières années, la Banque nationale russe a retiré leur licence à 350 banques privées, redirigeant ainsi les activités bancaires vers les banques nationales.

Le Congo «post-Mobutu»: les Etats-Unis misent sur la carte rwandaise

Kleptocratie sans fin? (partie 4)

par Peter Kùpfer, ancien président de l'«Association pour la Paix et l'Entente en Afrique» (APEA)

Le Congo ne trouve pas la paix. Ces derniers temps, les seuls rares articles de presse concernant ce pays martyrisé depuis des décennies, tournent autour du président Joseph Kabila et sa volonté de rester au pouvoir. A l'instar de Robert Mugabe du Zimbabwe, le président Joseph Kabila semble avoir des difficultés à se tenir au texte de la Constitution qu'il a adoptée lui-même et à préparer la voie pour un successeur et des élections véritablement démocratiques. Les spécialistes connaissant d'une part les développements récents dans le pays et d'autre part l'énigmatique politique présidentielle présumant que les motifs de son comportement sont assez similaires de ceux ayant incité Robert Mugabe à tout faire

pour rester au pouvoir aussi longtemps que possible: tenter d'empêcher d'être traduit en justice pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale de La Haye.

Joseph Kabila est un ancien frère d'armes du président rwandais Paul Kagamé. Celui-ci a planifié, réalisé et participé à la soi-disante rébellion congolaise (qui était en réalité une guerre d'agression des armées du Rwanda, de l'Uganda et du Burundi) sous la direction de Laurent Désiré Kabila (père Joseph Kabila) dans les années 1996/97. Dans ce contexte de graves crimes contre l'humanité ont été commis, notamment contre la population civile du Congo oriental et

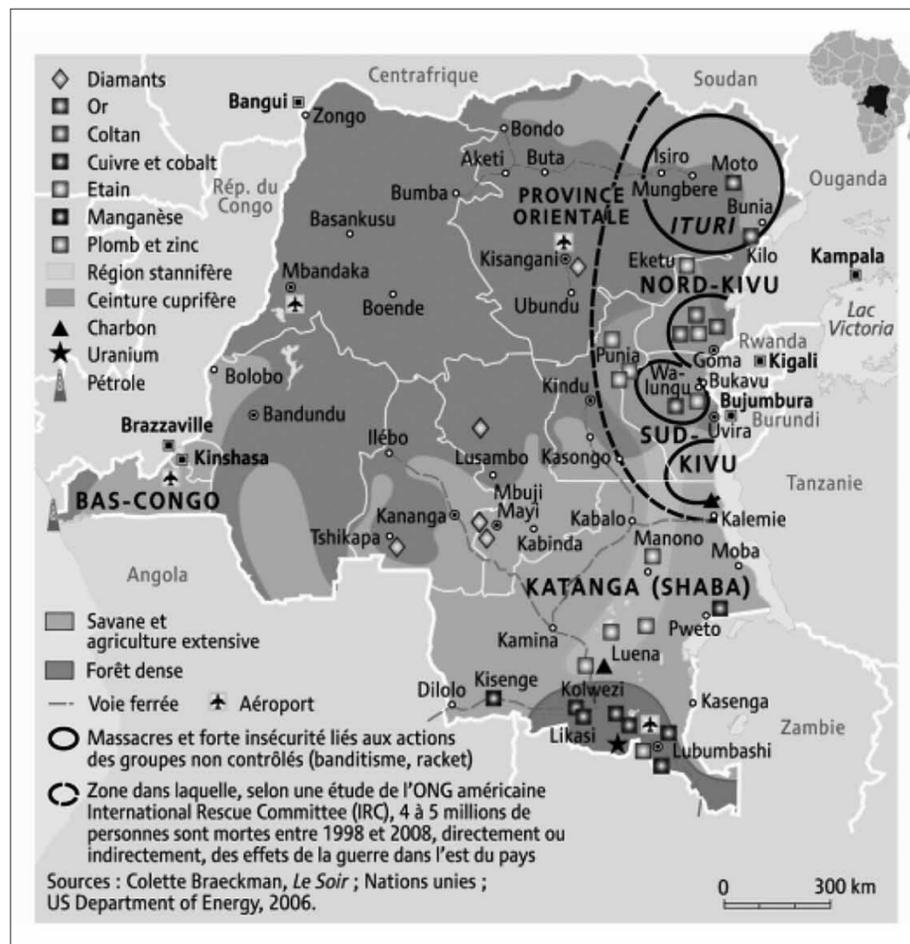
contre les membres hutus rwandais qui se sont réfugiés au Congo. Cela sera décrit plus en détails par la suite. Joseph Kabila a donc, comme un grand nombre des chefs d'Etats actuellement en fonction, de bonnes raisons pour s'accrocher au pouvoir. Protégé par l'immunité que lui offre sa fonction, il ne peut pas être traduit en justice, tout comme ses mentors politiques et amis d'armes Paul Kagamé et Yoweri Museveni – président dictateur de l'Uganda depuis 1986, s'étant octroyé le pouvoir par un coup d'Etat militaire et se trouvant sous la protection des grandes puissances occidentales, notamment des Etats-Unis et de la Grande Bretagne.

Dans le cas du Congo, les observateurs sérieux rappellent cependant qu'il ne faut pas perdre de vue les véritables problèmes. Ceux-ci soulèvent les questions suivantes:

- comment expliquer qu'aujourd'hui encore, et cela depuis 25 ans, des centaines de milliers de civils congolais sont encore en danger de vie dans leurs situations de déplacés internes dans les provinces congolaises orientales;
- comment expliquer pourquoi l'armée nationale congolaise, parfaitement équipée, n'est toujours pas capable d'identifier, de désarmer et de traduire en justice les «milices» et formations guerrières toujours changeantes, actives dans les provinces frontalières du Nord- et Sud-Kivu, formées en réalité par des mercenaires rwandais et ougandais;
- comment expliquer que malgré la présence des missions de l'ONU en RD Congo (MONUC/MONUSCO) sur le terrain depuis trois décennies, les atrocités les plus abjectes sont toujours et encore perpétrées contre les populations civiles en sachant pertinemment que certains éléments des forces onusiennes ont eux-mêmes participé à de tels crimes;
- comment expliquer que des hauts gradés appartenant à des armées étrangères – se trouvant il y a quelques années seulement en état de guerre avec le Congo – ont obtenu des fonctions politiques suprêmes dans le pays ... et les ont toujours;
- comment expliquer que de ceux-ci aient pu prononcer pendant de longues années des ordres exigeant de commettre de graves crimes contre l'humanité, tels que des exécutions en masses au sein des populations civiles, sans que la communauté internationale et les institutions concernées (telle l'ONU) donnent l'alarme et traduisent ces criminels en justice;
- comment expliquer que dans les rapports internes de l'ONU se trouvent de très nombreuses preuves flagrantes de ces crimes avec peu de risques pour les auteurs d'être livrés à la justice (règne de l'injustice);
- comment expliquer que les milices, opérant à partir du Rwanda et de l'Ouganda et logistiquement entretenues par les gouvernements de ces deux Etats, commettent, sous des étiquettes changeantes, toujours les mêmes crimes, sans en être empêchées. Leur but est de dépeupler, par la terreur systématique des territoires entiers du Congo oriental, afin de s'emparer de manière illicite des ressources minières de cette région pour s'en enrichir sur le marché noir international en dissimulant la provenance. Cela ne constitue rien d'autre qu'un vol qualifié, institutionnalisé et toléré au niveau international depuis plusieurs décennies aux dépens des réels propriétaires de ces richesses: la population congolaise totalement appauvrie.¹ Les chercheurs spécialisés dans la situation prévalant au Congo oriental ont calculé que dans cette partie du pays très riche en ressources minières, 4 à 5 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont perdus leur vie suite aux effets directs ou indirects de cette guerre «cachée» sévissant de 1998 jusqu'à nos jours sans que l'opinion publique internationale s'en émeuve. Et tout cela sous les yeux du contingent de l'ONU ayant comme tâche principale de garantir la protection de la population civile!

La malédiction des richesses naturelles

Les contributions précédentes (parties 1–3), parues dans *Horizons et débats* sous le titre



La carte illustre les riches ressources naturelles présentes dans le sous-sol du Kasai et des deux provinces orientales du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, limitrophes du Burundi, du Rwanda et d'Uganda. Les parties marquées d'une ligne noire correspondent aux régions occupées lors de la 2^e guerre du Congo 1998/99 par les soi-disantes «troupes rebelles» et leurs alliés. Actuellement, ces «troupes rebelles», soutenues par le Rwanda, l'Uganda et le Burundi, se sont retirées. Cependant, ces pays continuent à soutenir au niveau logistique de prétendues milices, œuvrant sous un nom fantaisiste grandiloquent tel que «Congrès démocratique pour la libération du peuple» (CLDP, sous la direction du commandant Ngundabatware, actuellement retourné au Rwanda). C'est une «milice», ayant perpétré au Nord-Kivu (Masisi) dans les régions conquises, diverses atrocités, dont la décapitation systématique à la machette de tous les adolescents masculins. Ces milices de la terreur ont toujours la même démarche: elles terrorisent la population civile, pour la chasser, afin de s'assurer militairement l'exploitation plus ou moins légale de mines «sauvages». Le centre de vente de ces ressources se trouve à Kigali, la capitale du Rwanda. Autrefois, on y vendait du thé et du café, actuellement se sont de l'or, des diamants (le Rwanda est le deuxième exportateur de diamants au monde!) et du coltan – des matières premières n'existant pas au Rwanda. La légende ci-dessus précise que dans cette région, 4 à 5 millions de personnes (majoritairement civiles) sont mortes entre 1998 et 2008, directement ou indirectement, des effets de la 2^e guerre du Congo (1998–2003). (Cette carte est tirée de: Baracyetse, Pierre. *L'Enjeu géopolitique des transnationales minières au Congo*, Dossier SOS Rwanda-Burundi, Belgique, p. 36)

«Le Congo: kleptocratie sans fin» en série irrégulière, ont tracé l'histoire récente du Congo (Zaire, puis République démocratique du Congo [RDC]).² Elles avaient pour but de fournir des éléments de réponse aux questions soulevées ci-dessus, étayés par les faits.

Les contributions publiées jusqu'à présent ont montré que cet immense pays au cœur de l'Afrique est hanté, depuis des décennies, par toutes les forces dévastatrices imaginables. Elles ont également désigné ces forces et leurs motivations anciennes et toujours actuelles. Nous avons démontré comment les très riches ressources naturelles du Congo oriental ont éveillé – depuis l'époque de la colonisation jusqu'à aujourd'hui – la rapacité des grandes puissances économiques et politiques. Alors qu'au début du XIX^e siècle, il s'agissait de s'accaparer le caoutchouc et les bois précieux, il s'agissait au XX^e siècle de se procurer le cuivre du Katanga et les diamants du Kasai. Ces dernières décennies, l'avidité occidentale se concentre en outre sur l'or, le cobalt, le zinc et le coltan présentes en grandes quantités dans les sous-sols du Nord- et du Sud-Kivu mais également du Kasai.³ Entre-temps, le coltan est devenu une

des ressources les plus convoitées, puisque très rare. Dans le monde entier, ni ordinateur, ni téléphone portable, ni missile, ni drone ne fonctionnent sans ce minerai. Coltan est un mot-valise pour l'association des deux minerais colombite et tantalite, dont le Nord- et le Sud-Kivu disposent 80% des réserves mondiales connues. Ce n'est donc nullement fortuit que ces deux provinces orientales, limitrophes au Rwanda, à l'Ouganda et au Burundi, aient été le porte d'entrée pour les troupes ennemies ayant déclenché les deux guerres du Congo les plus récentes entre 1996 et 2003, dont les populations souffrent jusqu'à nos jours des effets désastreux.

La nouvelle politique africaine des Etats-Unis

Il est important de bien comprendre que cette guerre incessante contre les populations civiles du Congo oriental a des dimensions internationales et géostratégiques.⁴ Dans ce contexte, le projet GHAI, le «Greater Horn of Africa Initiative» forme la pierre angulaire pour un nouveau centre de pouvoir est-africain sous tutelle américaine. Il s'étendra de Djibouti à Dar es Salam en intégrant le

Congo oriental si riche en ressources naturelles. Cela présuppose cependant la «balkanisation» de l'immense Etat du Congo, afin de l'affaiblir comme entité politique – un objectif clairement atteint par les deux guerres congolaises de ces derniers temps. La nouvelle donne dans ce contexte est que les Etats-Unis ont abandonné les anciennes règles diplomatiques, demandant de respecter les intérêts et les zones d'influence traditionnelles des autres pays, avant tout françaises dans le cas spécifique de la RDC. Le principe était simple: «America first», cela longtemps avant Donald Trump.

Dorénavant, le principe américain – bien installé dans la majeure partie du monde – sera également introduit en Afrique sans aucun scrupule politique ou moral: ce qui est utile aux Etats-Unis est juste et bon. Dans la personne de Yoweri Museveni, ancien leader de la résistance ougandaise (dans les années 1980) et actuel très controversé dirigeant autocrate de l'Ouganda, les Etats-Unis avaient déjà «fidélisé un serviteur» sur lequel ils comptaient pour mener à bien les changements nécessaires au Congo avec son leader affaibli Mobutu Sese Seko. Ils purent donc profiter de leur soutien militaire et logistique de longue date offert à l'époque au mouvement de résistance NRA (National Resistance Army) de Museveni, dans sa lutte contre l'ancien potentat ougandais Milton Obote. En 1991, après avoir pris le pouvoir, Museveni fut distingué par les Américains en tant que «leader africain d'un nouveau genre». Ils firent l'impasse sur le fait que cet autre inamovible souverain (Museveni a également aboli par décret la limitation constitutionnelle de la durée du mandat présidentiel!) foule du pied tous les principes démocratiques en se réservant des droits dictatoriaux.

Dans la personne de Museveni, les Etats-Unis avait trouvé un fidèle allié idéologique et de surcroît géostratégique, car il soutenait la Lord's Resistance Army, opérant à partir du territoire nord-ougandais contre le gouvernement central soudanais, représentant pour les Etats-Unis un des importants «centre du Mal». Quand il s'avéra, au début des années 1990, que le dictateur congolais Mobutu, un ancien fidèle des Etats-Unis, s'affaiblissait au niveau personnel et politique, rendant douteuse sa capacité de tenir, dans l'avenir, les brides de cet empire aux dimensions géantes, les choses évoluèrent rapidement. Pour les Etats-Unis, il était exclu que le Congo, leur réserve de matières premières, tombe, après Mobutu, dans les mains de forces patriotiques et nationales. Les deux enjeux étaient, d'une part, de pouvoir maintenir les droits à l'exploitation des mines, jusque là très avantageux pour les Américains. D'autre part, il fallait absolument que toutes les options militaires et géostratégiques liées au Congo restent entièrement aux mains des Etats-Unis.

Au sein du complexe militaro-industriel américain, l'existence d'un plan visant à ériger, en Afrique orientale, un rempart anti-islamique et pro-américain intégrant le vaste territoire du Congo oriental, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et même une partie du Kenya – donc, un territoire s'étendant de Djibouti à Dar es Salam, y compris l'arrière-pays correspondant, datait depuis longtemps. Ce plan servait à contrôler efficacement le golf d'Aden et le canal de Suez formant un important axe international au niveau commercial et militaire. Il faut donc inscrire le

«Le Congo (post-Mobutu): ...»

suite de la page 3

plan inspiré par les Américains de renverser activement le régime du dictateur congolais de longue date Mobutu, pour le remplacer par un autre satrape dévoué aux Etats-Unis dans le cadre du projet *GHAJ* mentionné ci-dessus.⁵

Pour des raisons purement tactiques, le choix des Etats-Unis ne se fixa pas sur l'Ouganda mais sur l'Etat-nain du Rwanda, car ainsi le véritable enjeu de l'action militaire, semblant inévitable à cette nouvelle alliance pro-américaine, pouvait mieux restée cachée. Au Rwanda, *Paul Kagamé*, disciple assidu de Museveni et de sa puissance protectrice américaine, était au pouvoir du pays depuis 1994 et offrait les garanties nécessaires au niveau personnel et politique.

Un sinistre partenaire

Paul Kagamé, dictateur rwandais et le nouvel homme fort du pays, est fortement redouté – et pour cause – par tous les véritables démocrates africains. Il a été le disciple politique de Museveni et de sa puissance protectrice. En tant que tel, il a eu l'occasion de «se former» dans le domaine de la guérilla au Fort Leavenworth (Kansas, USA), un haut centre de transmission des expériences militaires américaines faites depuis la guerre du Viêt Nam. On y retrouve les nouvelles générations des alliés américains provenant de formations militaires régulières et irrégulières de toutes les régions du monde.

Paul Kagamé a grandi en Ouganda, issu de parents rwandais (exilés en Ouganda dans les années 1960) appartenant à l'élite tutsie. Ses parents abandonnèrent le Rwanda au moment où la majorité hutue, traditionnellement opprimée par la minorité tutsie, commença à gagner en influence politique au Rwanda. A l'instar de beaucoup de jeunes Tutsis exilés en Ouganda, il servit comme jeune soldat dans la formation de guérilla NRA (*National Resistance Army*) sous le commandement de Museveni. Il s'est rapidement fait connaître par son habileté et sa brutalité.⁶

Dans le Etat policier de Museveni, il fit carrière dans les services secrets ougandais et en devint directeur adjoint. Kagamé a été l'un des fondateurs du mouvement guérilla FPR (*Front patriotique rwandais*; RPF en anglais), formé par des Tutsis rwandais exilés en Ouganda, et représentant l'aile militaire de la minorité rwandaise tutsie exilée. Son but était de reconquérir le pouvoir au Rwanda par les armes et d'y rétablir un régime de répression de la majorité hutue.

En 1990, lorsque le FPR décida de déclencher la guerre civile rwandaise, Museveni rappela de toute urgence Paul Kagamé au pays, car il se trouvait alors «en formation continue» à Fort Leavenworth. Aussitôt de retour, Kagamé se plaça à la pointe de son organisation de guérilla et dirigea cette formation pendant quatre ans jusqu'à sa victoire définitive en été 1994. Cette guerre ne fut pas seulement menée militairement avec une extrême brutalité, mais dès le début, Kagamé fut très attentif d'accompagner les combats d'une propagande finement élaborée, en répandant à l'usage des médias des messages selon des règles bien précises, manipulant jusqu'à nos jours les médias ayant accompagné sa lutte. Pour mieux comprendre cet aspect, il nous faut analyser de plus près l'histoire douloureuse de l'opposition difficilement réconciliable entre les deux principales ethnies rwandaises, les Hutus et les Tutsis.

Les Hutus et Tutsis rwandais – un conflit datant d'une époque très ancienne

Dans le lot de littérature rendant compte des événements meurtriers du printemps 1994 au Rwanda, on parle beaucoup des actes indicibles perpétrés par la majorité des Hutus sur la minorité des Tutsis. On ne peut nier ces actes. Ils représentent un terrible mémorial dans l'histoire de l'humanité. On parle pourtant beaucoup moins des actes monstrueux perpétrés pendant des siècles par l'élite tutsie rwandaise sur les membres de la majorité des Hutus dominés. Tous les témoins oculaires sérieux et honnêtes nous livrent des preuves accablantes: il y a eu deux génocides.⁷ Parallèlement, il y eut aussi un génocide perpétré par les Tutsis vainqueurs sur les Hutus, avant, pendant et après les événements d'avril 1994.



Exploitation d'une mine à ciel ouvert incluant des enfants. Le fait de négliger les dispositions légales crée non seulement des conditions de travail inhumaines, mais également la contamination de l'eau et des pâturages par des substances toxiques. (photo keystone)

On apprend peu sur les précédents de la catastrophe de 1994. Le conflit entre les deux populations rwandaises est aussi ancien que leur histoire commune. Tout comme l'Etat voisin du Burundi, le Rwanda était une monarchie jusqu'à l'indépendance acquise en 1962. L'élite monarchiste, l'appareil d'Etat ainsi que le corps des officiers étaient tous originaires du groupe des Tutsis. Ils étaient traditionnellement des éleveurs de bétail, immigrés depuis le nord dans la nuit du temps, selon leur propre légende en tant que «nilotes», en établissant bientôt leur domination sur les Hutus résidant auparavant déjà dans la région. Dès le début, ils traitèrent les Hutus, une tribu bantou, avec dédain et en les déconsidérant socialement. Encore dans les années 1950, un Hutu n'était guère accepté dans l'enseignement secondaire et était exclu de tout travail pour l'Etat. Toute carrière militaire était exclue, bien que les Tutsis élitistes ne comptaient qu'un dixième des populations du Burundi et du Rwanda. Pour eux, les Hutus étaient des garçons d'écurie nés et des domestiques tandis qu'eux-mêmes cultivaient le prestige de l'intelligente couche dominante «naturelle». Les colonisateurs du Rwanda et du Burundi, d'abord allemands, puis belges, partagèrent en grande partie cette approche idéologique de la situation ethnique complexe au sein de ces deux pays. Ils louaient la bonne coopération avec l'élite dominatrice rwandaise. Des gouverneurs, des missionnaires influents, mais aussi les ethnologues de l'époque se montraient charmés par le soi-disant «talent inné de domination» des Tutsis. En même temps, ils sous-estimaient le potentiel, et les déceptions vécues par les Hutus opprimés auxquels les colonisateurs n'apportaient guère de soutien.

Un archevêque suisse comme témoin de l'époque

Un témoin fiable et exempt de tout soupçon est l'archevêque *André Perraudin*. Perraudin grandit comme simple chevrier dans le Valais francophone. Dans les années 1950, il arriva au Rwanda en tant que prêtre missionnaire et accéda rapidement aux plus hauts grades du sacerdoce. Grâce à son engagement en faveur des populations et de l'Eglise, il devint archevêque. Dans son autobiographie complétée par de nombreux documents authentiques, il rendit minutieusement compte de cette accession pendant les années décisives de 1956 à 1962.⁸ A l'encontre de ses prédécesseurs, il reconnut rapidement le clivage dans la population rwandaise comme situation fatale. Il dénonça donc l'exclusion de la majorité hutue de l'administration de l'Etat et des postes de responsabilité comme indigne pour tout chrétien. Cela lui valut de nombreux ennemis parmi les Tutsis, qui l'accusèrent par la suite de racisme anti-tutsi – un reproche absurde. Bien que cette situation compliquée et tragique soit compréhensible, les circonstances se compliquèrent encore lors de la déclaration d'indépendance du Rwanda. Lorsque la majorité des Hutus se prononça énergiquement en faveur d'une démocratisation du système étatique, les Tutsis s'opposèrent catégoriquement

à la participation démocratique des Hutus dans la direction de l'Etat. En 1958, dans un communiqué officiel de la direction politique, les dirigeants de l'élite tutsie justifiaient leur opposition à tout dialogue de la manière suivante: «Les rapports entre nous autres Tutsis, et eux, les Hutus, reposent depuis toujours jusqu'à aujourd'hui sur le servage; entre eux et nous, il n'y a donc aucune base pour de la fraternité. [...] Etant donné que nos rois ont conquis le pays des Hutus et ont tué leurs rois en asservissant ainsi les Hutus – comment peuvent-ils maintenant prétendre être nos frères?»⁹

Rien de constructif ne pouvait résulter de cette attitude tout à fait contraire à l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU. Tout au contraire. *Jean-Pierre Chrétien*, l'un des historiens reconnus et ayant une approche équilibrée de la région africaine des Grands lacs, décrit cette mentalité, à juste titre, comme variante d'un «racisme africain».¹⁰ Dans l'histoire très mouvementée du Rwanda et du Burundi, il s'est développé, pour des raisons similaires, une profonde méfiance entre les deux groupes de populations.

Après 1959, lorsque ces pays eurent acquis leur indépendance, les coups d'Etat militaires, les persécutions, les exécutions de masse, puis de nouveaux putschs militaires et de nouvelles persécutions se relayèrent. Lorsque la participation proportionnelle des Hutus dans les divers domaines de la société s'imposa au Rwanda, elle fut suivie de persécutions envers les anciens dominateurs. Dans les années 1959–61, cela mena à l'émigration de nombreux Tutsis vers l'Ouganda, dont la famille de Paul Kagamé, faisant partie des familles tutsies les plus influentes du Rwanda. Des cercles radicaux parmi l'ancienne élite tutsie émigrée créèrent le FPR (*Front patriotique rwandais*) et commencèrent les préparatifs pour lancer une guerre civile revanchiste au Rwanda. Comme il était impossible de réinstaller leur traditionnelle prédominance minoritaire par des élections démocratiques, ils étaient décidés de la regagner par les armes. Ils pouvaient compter sur le soutien de Museveni et de sa puissance protectrice américaine.

La dite «guerre civile» rwandaise entre l'armée du pays et des milices majoritairement hutues et les milices tutsies soutenues par l'Ouganda fut menée avec une grande brutalité des deux parties et dura de 1990 jusqu'en avril 1994. Le 6 avril eut lieu l'attentat fatal perpétré contre le président du Rwanda Juvénal Habyarimana. Peu de temps plus tard, Kagamé entra dans Kigali, la capitale du Rwanda, à la pointe de son FPR comme le soi-disant sauveur après toutes les atrocités survenues auparavant dans la ville. Ce que le public n'a jamais appris (suite à l'imposition d'un silence total) est le fait que le principe génocidaire envers les Hutus était déjà appliqué par les soi-disants sauveurs tutsis au cours de la guerre civile dans tous les territoires rwandais dits «libérés» et continua au cours des années suivantes.

Lorsque la minorité tutsie fut réinstallée au pouvoir, au Rwanda, la nouvelle doctrine d'Etat imposée par Kagamé déclara que toute personne contestant la domination tutsie (envers la majorité hutue) était «raciste» ou «génocidaire». Toute critique fut donc interprétée comme un appel à l'«élimination» des nouveaux dirigeants, ce qui était un procès d'intention inacceptable. Malheureusement, de telles argumentations et instrumentalisation du terme génocide nous rappellent d'autres contextes et régions du monde.

Sacrifier sa propre ethnie

Ce fut le moment, où un attentat cynique fit exploser la situation politiquement tendue depuis belle lurette. Le soir du 6 avril 1994, un avion du type Falcon-50 s'approchant de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Kayibanda (Kigali) fut touché par un missile SAM-16 et s'écrasa au sol. Tous les passagers trouvèrent la mort. Il s'agissait de plusieurs personnes de haut rang: le président

rwandais *Juvénal Habyarimana* (un Hutu cherchant un équilibre acceptable), son chef d'état-major et quatre autres de ses proches collaborateurs ainsi que le président burundais *Cyprien Ntaryamira* (Hutu modéré) avec deux de ses ministres. L'avion avait un équipage français de trois personnes. Il se trouvait sur le chemin du retour d'une conférence en Tanzanie ayant eu lieu sous l'impulsion du FPR de Kagamé. Le fait que l'attentat fut dirigé contre deux dirigeants politiques hutus modérés et leurs plus proches collaborateurs ainsi que les circonstances de cette attaque conduisirent les milieux hutus extrémistes à la certitude qu'il avait été effectué par le FPR, donc «les Tutsis». Quelques heures plus tard, les milices hutues extrémistes lancèrent l'attaque. C'est ainsi que débutèrent plusieurs mois de massacres contre les Tutsis restés dans le pays.

Au cours des années suivantes parurent plusieurs publications oppressantes, indépendantes les unes des autres.¹¹ Selon elles, Kagamé et ses alliés auraient organisé eux-mêmes cet attentat sur le président rwandais Habyarimana. Ils savaient pertinemment – et l'utilisèrent cyniquement dans leur stratégie de guérilla – que cet attentat allait à nouveau déclencher des pogroms préparés depuis des mois par les formations extrémistes hutues (les fameux *Interahamwe* et leurs alliés) et fortement redoutés par les Hutus modérés. Les stratégies des Tutsis intégrèrent ces événements – sans aucun remord – dans leurs plans de guerre pour la reconquête ultime du pouvoir au Rwanda.

Au printemps 1994, le FPR était suffisamment bien armé et préparé pour se permettre d'attaquer Kigali, la capitale du Rwanda. Le terrain pour la bataille décisive devait, selon sa stratégie, être préparé en créant un immense chaos dans la capitale. A Kigali, mais également ailleurs dans le pays, la situation était hautement explosive depuis longtemps. Les forces extrémistes des Hutus s'appuyaient sur une propagande haineuse bien établie depuis des années diffusée par les émetteurs des radio (par exemple *Radio Mille Collines*) et des produits de presse appelant ouvertement à l'extermination des Tutsis se trouvant dans le pays: ils étaient accusés, dans une sorte de responsabilité collective, d'être responsables des épurations ethniques effectuées – selon des rapports de témoins oculaires¹² et des comptes rendus médiatiques – à l'Ouest du Rwanda par les Tutsis victorieux du FPR. Au début du printemps 1994, il y eut les premiers avertissements concernant des groupes extrémistes hutus ayant préparé des dépôts d'armes à Kigali et dans les alentours ainsi que des listes contenant les noms des membres tutsis à éliminer. Notamment le général *Romeo Dallaire*, commandant canadien de la Force de protection de l'ONU (MINUAR) stationnée à Kigali, informa à temps le Secrétaire général des Nations Unies *Boutros-Ghali* que de nouveaux massacres pourraient éclater d'un moment à l'autre. Personne n'était mieux informé de ces pré-

Aucun pays ne peut à la longue vivre par les mensonges politiques

par Karl Müller

Les voix approuvant la politique dénuée de toute éthique et ne pouvant se mesurer selon les critères moraux existent depuis toujours. La politique, selon ces voix, est un instrument pour imposer les intérêts – et pour cela la fin justifie les moyens.

Cependant, en tout temps, des moralistes n'ont pas partagé cet avis. De la tragédie de l'antiquité à nos temps en passant par *Friedrich Schiller*, il y a eu des personnes mettant en garde contre l'amoralité politique ... car elle mène à la catastrophe.

Les auteurs des tragédies antiques affirmaient que la présentation sur la scène théâtrale de l'amoralité et ses effets catastrophiques, la chute profonde du monarque dépourvu de valeurs morales, entraînait déjà la catharsis, une purification intérieure et un retour sur le chemin de la morale. Pour «les petites gens» cela était peut-être valable, mais malheureusement pas souvent pour les souverains, visitant eux aussi les théâtres. Encore à l'époque d'avant la Révolution française, on se racontait que la noblesse applaudissait fortement au théâtre, quand leurs sales tours étaient interprétés, sans que cela change quoi que ce soit à leur mode de vie. Aujourd'hui nous savons: simplement dénoncer l'amoralité n'améliore pas la politique.

De «Tu ne porteras point de faux témoignage contre ton prochain» ...

Mais la raison porte à croire, qu'aucun pays ne peut vivre à la longue par le mensonge. Le 9^e commandement de l'Ancien Testament dit: «Tu ne porteras point de faux témoignage contre ton prochain.» Cela n'était certainement pas un commandement pour une vie plaisante à Dieu pouvant nous garantir une place au ciel, mais une structure de comportement pour la vie en commun sur terre – à l'époque cependant uniquement au sein de sa propre tribu. Envers l'«ennemi» cela n'était d'aucune valeur.

... aux «règles de la bonne foi»

Mais l'idée est devenue universelle: si je ne peux plus faire confiance aux paroles et aux actes d'autrui et si les paroles et les actes d'autrui ne correspondent pas à la vérité – du moins la vérité, dont il est sérieusement convaincu – alors la coopération est sapée

et la dignité humaine bafouée. Avec le principe de la «bonne foi» («bona fides») cette connaissance de base a été reprise dans la doctrine du droit et demeure reconnue depuis la République romaine. Quiconque ne l'estime pas, ne voit pas plus loin que son bout du nez – ni dans l'antiquité, ni avant la Révolution française ... ni au temps présent!

Mais les exemples prouvant que les mensonges sont toujours fréquents en politique ne manquent pas. Voici un petit choix de cas récents.

Mensonges politiques de notre temps: Premier exemple – Emmanuel Macron

Le 26 septembre 2017, deux jours après les élections fédérales allemande, le Président de la République française *Emmanuel Macron* a tenu un discours très suivi. Il avait choisi comme lieu pour son discours l'Université de la Sorbonne de Paris, un haut-lieu de la science et de recherche de la vérité. Son sujet était l'état actuel et l'avenir de l'Union européenne. Son mensonge commença déjà dans la première phrase, lorsqu'il parla d'Europe en pensant à l'UE. Puis, il insinua qu'il n'y avait que deux alternatives: la première est une formation supranationale, devenue en plusieurs étapes l'Union européenne – pour Macron un lieu de «coopération fraternelle» et de «rivalité pacifique», servant dès le début uniquement à une chose: la «promesse de paix, de prospérité et de liberté». Mais ce magnifique ouvrage est sérieusement mis en danger par la seconde alternative: «le nationalisme, l'identitarisme, le protectionnisme et le souverainisme isolationniste.»

Le fait que cette image manichéiste de l'Europe n'a que très peu à faire avec la réalité, ne dérange ni Macron et ni ses écouteurs. Et on se demande: quand prendra-t-on enfin conscience qu'il existe un grand nombre de personnes critiques face à l'UE et partisans des peuples souverains, pour qui «la paix, la prospérité et la liberté» forment l'objectif suprême et qui n'ont aucun intérêt pour les caricatures auxquelles on les confronte sans cesse? Quand le projet d'une Europe supranationale s'est-il réellement occupé de la paix, de la prospérité et de la liberté? Ne s'est-il pas davantage préoccupé de la guerre

froide et des Etats-Unis, le réel promoteur d'une Europe supranationale?

Guidé par le sobre esprit du pouvoir

Une citation de 1948 de *George F. Kennan*, un conseiller renommé de politique étrangère du gouvernement américain de l'époque, laisse songeur: «Les Etats-Unis possèdent environ 50% des richesses du monde, mais ne représentent que 6,3% de la population mondiale. [...] Notre véritable tâche dans l'époque actuelle est de développer un système relationnel nous permettant de maintenir cette position d'inégalité, sans que notre sécurité nationale soit sérieusement menacée. A cette fin, nous devons en finir avec toutes les sentimentalités et les rêveries, notre attention doit toujours et partout se concentrer sur nos buts nationaux immédiats. Nous devrions arrêter, de parler d'objectifs vagues et irréalistes tels les droits de l'homme, la hausse du niveau de vie et la démocratisation. Le jour approche, où notre action devra être dirigée par le sobre esprit de pouvoir. Moins nous serons gênés par des paroles idéalistes, mieux ce sera.»

Emmanuel Macron n'est pas un demeuré. Il sait parfaitement, ce qu'il dit. Quel en est le but?

Deuxième exemple – Wolfgang Ischinger

Wolfgang Ischinger, président du «Forum de Munich sur les politiques de défense», a donné une longue interview dans l'édition janvier/février 2018 du magazine *Internationale Politik (IP)*. Le magazine *IP* est édité par la semi-officielle *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP)*. La DGAP est également appelée, selon son modèle étatsunien, *German Council on Foreign Relations*. Dans cette interview Monsieur Ischinger prétend, à l'encontre de la vérité, que l'Occident et notamment l'Allemagne a fait tout son possible, entre la fin de la guerre froide et 2014, pour bien s'entendre avec la Russie. Cependant, la Russie a voulu montrer un autre visage, en 2007 lors du discours du président *Poutine* au Forum de Munich, puis lors de la guerre de 2008 en Géorgie et finalement en 2014 en Ukraine. Néanmoins la politique étrangère allemande s'efforce jusqu'à nos jours de trouver un climat d'en-

tente. C'est pourquoi les «travaux de réparation ont commencé» déjà en 2014 – mais «jusqu'à présent ils ne sont pas couronnés de succès». Cela représente pour l'Allemagne «un des grands défis, car le but d'établir une relation avec la Russie avec le moins possible de conflits fait partie de la raison d'Etat allemande». Mais il est vrai: «L'autre partie doit également le vouloir, et en ce moment, elle ne veut pas.»

Il est fastidieux de toujours répéter, ce que M. Ischinger omet une fois de plus: le démantèlement de la Russie dirigé par l'Occident dans les années 90, l'expansion de l'OTAN vers l'Est jusqu'au coup d'Etat en Ukraine fomenté avec détermination entre autre par l'Allemagne. Pourquoi M. Ischinger ne parle pas de cela? Quels sont les buts qu'il veut atteindre?

Troisième exemple – accord de sondage entre CDU, CSU et SPD

L'accord de sondage entre CDU, CSU et SPD du 18 janvier 2018. A la page 25, dans la première phrase du chapitre intitulé «Politique étrangère, développement et Bundeswehr» il est écrit: «La politique étrangère allemande s'engage pour la paix.» Puis: «Nous nous engageons durablement en faveur d'un ordre mondial pacifique, stable et juste.» Compte tenu des faits réels, on pourrait devenir cynique. Ou alors simplement s'étonner du fait, que le nouveau gouvernement allemand veut totalement transformer la politique étrangère des années passées – si l'on pouvait faire confiance aux mots. Mais pourquoi ici aussi, y a-t-il bouche cousue sur tous les aspects militaires de la politique étrangère allemande depuis la fin des années 1980: dissolution de l'ex-Yougoslavie, implication active dans la création de l'organisation terroriste UÇK depuis le milieu des années 1990, co-responsable de l'Accord bâillon de Rambouillet au début 1999, participation des forces aériennes à la guerre d'agression illégale selon le droit international contre la République fédérale de la Yougoslavie de mars à juin 1999, participation active à la guerre d'agression contre l'Afghanistan dès 2001, soutien logistique de la guerre d'agres-

Suite page 6

«Le Congo (post-Mobutu): ...»

suite de la page 4

paratifs que Kagamé et ses services de renseignements.

Après tout, ce qui est actuellement connu de la stratégie sous-jacente concernant le Congo, la guerre civile rwandaise de 1990–1994 et la tragédie du double génocide n'étaient que le prélude d'événements encore plus cruels menant à de profonds changements en Afrique centrale. Ainsi, le FPR rwandais et son stratège en chef et leader Paul Kagamé ne se sont pas seulement accommodés du génocide des organisations extrémistes hutues envers les Tutsis se trouvant dans le pays, mais ils en ont volontairement profité dans leur stratégie de réinstallation du pouvoir de la petite minorité tutsie au Rwanda, déclenchée par l'attentat du 6 avril 1994. Ainsi, le stratège tutsi a sacrifié les membres de sa propre ethnie (les Tutsis restés dans le pays) pour des raisons stratégiques et de pouvoir.

Les circonstances et les acteurs de ce lâche attentat contre le président légal du Rwanda, déclenchant les massacres dans le pays, n'ont toujours pas été officiellement élucidés et les responsables n'ont pas été punis. Toutefois, il faut également prendre en compte que ces événements n'auraient très probablement pas pu se dérouler ainsi sans le soutien tactique et technologique de forces étrangères puissantes (et de leurs services secrets) à l'arrière-plan.

La procureure en chef du Tribunal spécial de l'ONU pour enquêter sur les crimes de guerre au Rwanda, l'avocate suisse *Carla del Ponte*, décrit dans son autobiographie la pression qu'elle a subie lorsque elle a débuté ses enquêtes, notamment au sujet du FPR et des activités de l'époque de l'actuel Président du Rwanda Paul Kagamé.¹³ Peu de temps après, Carla del Ponte a été relevée de

ses fonctions de procureure générale au sujet des crimes de guerre rwandais et remplacée par un successeur. De plus amples informations à ce sujet et d'autres faits concernant les implications internationales dans les guerres interminables de la région des Grands lacs se trouveront dans le prochain article de cette série.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ cf. Bucyalimwe Mararo, Stanislas. La République démocratique du Congo dans le tourbillon d'Afrique orientale in: *Horizons et débats* n° 20/21 du 10/8/15, où l'auteur présente en toute clarté la nouvelle politique africaine des Etats-Unis ainsi que le concept stratégique caché, souvent mentionné dans ce contexte, d'un «Grand Congo oriental», l'initiative «Greater Horn of Africa» (Grande Corne de l'Afrique) GHAI; ainsi que Küpfer, Peter. Les massacres dans le Congo oriental se poursuivent – la diplomatie prend son temps, in: *Horizons et débats* n° 48 du 2/12/08

² *Horizons et débats* n° 32/33 du 30/12/15: «Il y a 50 ans, Mobutu Sese Seko prit le pouvoir au Congo suite à un coup d'Etat (partie 1)»; *Horizons et débats* n° 6 du 21/3/16: «Il y a 50 ans, Mobutu Sese Seko prit le pouvoir au Congo suite à un coup d'Etat (partie 2)»; *Horizons et débats* n° 2 du 17/1/17: «Kleptocratie sans fin? Les interminables troubles congolais (partie 3)»

³ cf. Carte tirée de: Baracytse, Pierre. L'enjeu géopolitique des transnationales minières au Congo, *Dossier SOS Rwanda-Burundi*, Belgique 1999, p. 36

⁴ Dans ce contexte, il faut mentionner l'historien congolais émigré *Stanislas Bucyalimwe Mararo*, chercheur et collaborateur de longue date à l'Institut de recherche de l'Afrique des Grands Lacs de l'Université d'Anvers (Belgique), qui fournit des faits essentiels et des preuves concluantes dans de nombreuses publications. La déstabilisation du Congo et les tentatives de redessiner ses frontières sont décrites par Bucyalimwe comme la «balkanisation» du Congo voulue par les Américains. Le but en est de séparer le Congo oriental, très lucratif car riche en ressources naturelles, du reste du pays. Il s'agit donc de retracer la carte de l'Afrique orientale selon des concepts géostratégiques du

complexe militaro-industriel américain et de ses soutiens politiques. Cf. entre autre Bucyalimwe Mararo, Stanislas. *Manoeuvring for Ethnic Hegemony. A thorny issue in the North Kivu Peace Process*, Bruxelles (Editions Scribe) 2014, préface et passim. Les humiliations infligées continuellement au Congo semblent vouloir continuer la destruction de l'Etat de l'intérieur.

⁵ Cette réorientation stratégique des Etats-Unis, fondée sur la guerre civile rwandaise et les conquêtes militaires dans le Congo oriental, est minutieusement présentée dans une publication d'Honoré Nbanda Nzambo, conseiller personnel de longue date de Mobutu. Cet auteur exilé, très engagé pour une véritable réorientation démocratique en RDC, décrit dans son livre les activités néfastes et les noms des principaux responsables politiques œuvrant de l'extérieur pour la réorganisation des frontières congolaises: Honoré Nbanda Nzambo. *Crimes organisés en Afrique centrale. Révélations sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Paris (Editions Duboiris), 2004, ISBN 2-951159-9-6.

Cf. aussi Chossudovsky, M. Le génocide économique au Rwanda, in: *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial*, Montréal 2004, p. 134–135; Bucyalimwe Mararo, Stanislas. *Manoeuvring for Ethnical Hegemony. A thorny issue in the North Kivu Peace Process*, Bruxelles 2014 (Editions Scribe), Vol. I, p. 13s. et passim.

⁶ Onana, Charles. *Les secrets du génocide rwandais*, Paris, Ed. Duboiris, 2002, p. 22ss.

⁷ Cf. les témoignages détaillés d'un ancien officier du FPR ayant observé et participé à ces activités. Il les a documentés de manière très détaillée dans le livre: Ruzibiza, Abdul Joshua. *Rwanda. L'Histoire secrète*, Paris (Editions du Panama) 2005, p. 334–347. L'auteur aurait été un des témoins principaux dans le procès (avorté) contre les crimes de guerre au Rwanda concernant également le président rwandais actuel Paul Kagamé. Le spécialiste allemand du Rwanda *Helmut Strizek* confirme, en se référant au chercheur belge *Filip Reyntjens* (Institut de l'Afrique de l'Université d'Anvers), que le FPR lui-même a (entre le 7 et le 9 avril 1994) assassiné ou fait assassiner 121 membre hutus, notamment des intellectuels dans le quartier de Remera (Kigali) suite à une liste préparée à l'avance (Strizekm 1998, p.218, annotation 3).

⁸ Perraudin, André. *Un Evêque au Rwanda*. Témoignage, St. Maurice (CH) 2003

⁹ Strizek, Helmut. *Kongo/Zaire-Ruanda-Burundi – Stabilität durch erneute Militärherrschaft?* München/Köln/London (Weltforum-Verlag) 1998, p. 60

¹⁰ Chrétien, Jean-Pierre. *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'Histoire*. Paris (Aubier) 2000, p. 278. Chrétien a décrit minutieusement, en tant qu'historien, la tension croissante entre les Hutus et les Tutsis. Il confirme l'aliénation des deux ethnies, en partie statistiquement (idem., p. 249) Dans son rapport monumental sur les conséquences néfastes de ce racisme dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, l'historien Stanislas Bucyalimwe Mararo (originaire du Nord-Kivu) regrette cependant la vue unilatérale du connaisseur fréquemment cité de l'histoire des pays de la région des Grands lacs africains. Car, dans ce contexte, il suit la ligne «officielle» rejetant le fanatisme avant tout sur les Hutus et minimisant les effets désastreux des activités racistes des Tutsis. Cf. Bucyalimwe Mararo, Stanislas. *Manoeuvring for Ethnic Hegemony. A thorny issue in the North Kivu Peace Process*, Brüssel (Editions Scribe) 2014, Vol. 2, p. 168s.

¹¹ De nombreuses publications témoignent de ces faits. Nous en citons ici que quatre: Onana, Charles. *Les secrets du génocide rwandais*, Paris, (Ed. Duboiris) 2002; Onana, Charles: *Ces tueurs tutsi*. Paris (Ed. Duboiris), 2009, p. 47ss.; Ruzibiza, Abdul Joshua, *Rwanda. Histoire secrète*, Paris (Ed. du Panama) 2005, p. 237ss.; Nbanda Nzambo, Honoré. *Crimes organisés en Afrique centrale. Révélations sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Paris (Ed. Duboiris) 2004, p. 119ss.

¹² Les détails, avec les dates et les noms des commandants responsables du FPR se trouvent dans: Ruzibiza, Abdul Joshua, op. cit. Les tueries du FPR contre la population civile hutue dans les régions conquises sont attestées notamment par Honoré Nbanda et Charles Onana ainsi que par de nombreux groupes de droits de l'homme, entre autre le Groupe Jérémy du Congo oriental, dont les informations proviennent de témoins oculaires se trouvant sur place.

¹³ Del Ponte, Carla. *Im Namen der Anklage. Meine Jagd auf Kriegerverbrecher und die Suche nach Gerechtigkeit*, 2009 (Fischer Taschenbuch-Ausgabe), p. 302–314

Appel à la raison: détendre les relations Est-Ouest!

Gabriele Krone-Schmalz propose des solutions

par Carola et Johannes Irsiegler

Au regard d'une guerre civile et coloniale menée de manière sanglante par toutes les parties, l'humaniste français *Albert Camus* précise, dans sa préface des «Chroniques algériennes», que «le rôle de l'intellectuel est de discerner, selon ses moyens, dans chaque camp, les limites respectives de la force et de la justice. Il est donc d'éclairer les définitions pour désintoxiquer les esprits et apaiser les fanatismes, même à contre-courant.» («Chroniques algériennes 1939-1956.» Gallimard 1958, p. 2)

Gabriele Krone-Schmalz, ancienne correspondante pour la Russie de la chaîne de télévision allemande ARD et excellente spécialiste de ce pays reprend cet engagement avec son nouveau livre «Eiszeit – wie Russland dämonisiert wird und warum das so gefährlich ist» [Période glaciaire – la diabolisation de la Russie et la raison pour laquelle c'est un grand danger]. Elle éclaire certains termes, elle tente de décontaminer les esprits à l'aide de faits concrets pour tarir la source du fanatisme des intellectuels et politiciens actuels et inflexibles concernant la Russie.

Mme Krone-Schmalz constate un «climat empoisonné» dans les médias de langue allemande quand il s'agit d'analyser les relations de la Russie avec l'Allemagne et l'Occident et de savoir comment se présenter face à cet important pays. Des agitateurs au sein des médias et de la politique s'attaquent toujours plus durement à la Russie et à sa direction politique et renforcent, apparemment sans scrupules, la spirale de la violence.

L'Occident et la Russie: quelle suite devons-nous donner?

Dans cette situation, Mme Krone-Schmalz se pose à elle-même et aux lecteurs différentes questions: «Quelle suite devons-nous donner? Augmenter et rapprocher des frontières russes le nombre de soldats et du matériel militaire lourd de l'OTAN en vue de donner un avertissement à Moscou en tenant compte du besoin de sécurité de la Pologne et des Etats baltes? Un renouvellement de la guerre froide? Qu'en est-il de la peur des gens tant en Occident qu'en Russie d'être soudainement confronté à une «guerre brûlante»? Y a-t-il des amateurs? Peut-elle se déclencher sans autre? Suite à quelques malentendus dans une atmosphère de bruits de bottes, développer sa propre dynamique, ne pouvant plus être interrompue? La «génération qui a connu la guerre» disparaît lentement, et j'ai l'impression qu'avec elle, disparaît également la conscience de la fragilité de la paix.»

L'auteur veut contribuer «à détoxifier, à servir d'intermédiaire, à se mettre à la place d'autrui pour mieux comprendre leurs actes et mieux juger les conséquences de ses

propres actes». En appelant à la prudence, elle affirme que cela ne relève pas de la faiblesse «mais de la clairvoyance politique, de la grandeur humaine et plus précisément des valeurs chrétiennes si souvent évoquées».

Après ces mots d'introduction, exprimant son engagement pour la paix et l'entente des peuples, Mme Krone-Schmalz fait ce qu'il y a de mieux à faire dans cette situation initiale: elle table sur la raison des citoyens et livre au lecteur les connaissances détaillées des faits, qu'elle documente en détail, pour «rendre la vie aussi difficile que possible aux «partisans de la ligne dure» ne tolérant aucune autre opinion que la leur».

Pas de pensée manichéenne

Mme Krone-Schmalz ne tombe à aucun moment dans une pensée dichotomique, manichéenne, mais elle sait que lors de l'analyse des faits, il s'agit aussi de faire apparaître les demi-tons. Pas à pas, elle montre l'évolution des relations entre la Russie et l'Occident au cours des deux dernières décennies depuis l'effondrement de l'Empire soviétique. Nous avons suivi de nombreux événements dans les médias, souvent des questions sont restées ouvertes. Mme Krone-Schmalz arrive à placer ces événements dans un ensemble, tant au niveau politique qu'historique.

La Géorgie, l'Ukraine et la Syrie

Elle propose au lecteur une vue exempte de toute diabolisation, éléments de preuve à l'appui, notamment sur le conflit militaire avec la Géorgie, les événements opaques du Maïdan à Kiev, le déroulement de la crise syrienne – partant du dictat hâtif de l'Occident exigeant le départ de *Bachar el-Assad* malgré le soutien considérable que lui accorde jusqu'à aujourd'hui la population syrienne et la narration d'une Russie agissant de manière agressive et expansive sous la conduite de son président *Vladimir Poutine*.

Aucun document ne prouve l'agressivité de la Russie

Puis, Mme Krone-Schmalz se demande sur quoi s'appuie la perception de l'OTAN selon laquelle la Russie se comporte de manière agressive et réellement menaçante envers les Etats baltes et la Pologne. Dans ce contexte, elle a recours à des sources des réseaux transatlantiques, qui présentent un tout autre image: «Un document de la *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)* a analysé directement après le sommet de l'OTAN de Varsovie exactement cette question et a conclu qu'il n'existait pas d'indices concrets. [...] Les scénarios menaçants sont donc le fruit de jeux stratégiques militaires. [...] Le document de la SWP estime qu'une attaque russe contre les Etats baltes semble être peu probable.»

Les motifs sont souvent très variés. En règle générale, il s'agit en politique du pouvoir, de la dominance – et des intérêts.

Un jugement moral concernant le mensonge politique ne nous apporte rien. Mais la réflexion des conséquences vaut la peine. Puis, il s'agit de prendre des contre-mesures auxquelles chacun peut participer.

Actuellement, on peut observer les conséquences d'un mensonge politique à Cottbus au Brandebourg. Outre les mensonges «la guerre crée la paix», «la globalisation est bonne», «les Etats nationaux sont dangereux», le mensonge de l'immigration allemande montre de plus en plus ses effets tragiques. Cottbus est une sorte de microcosme illustrant à quel point les promesses des partisans de la migration étaient et demeurent creuses. A Cottbus se sont développées des confrontations violentes entre migrants et d'autres habitants de la ville. Les autorités sont débordées, l'«intégration» n'a pas lieu et la ville se trouve depuis plusieurs semaines sur les gros titres négatifs des médias. Le mensonge politique concernant l'immigration a divisé la population allemande et posé le pays devant d'énormes problèmes, provoqués par une «culture d'accueil» gouvernementale s'avérant être une d'une grave négligence.

Le document précise que les vols d'observation et les inspections entreprises par l'OSCE n'ont apporté aucun indice quant à la concentration de troupes russes aux frontières des Etats faisant partie de l'Alliance atlantique.

Qui menace qui? On peut également se poser cette question en prenant en compte les dépenses militaires des pays de l'OTAN massivement plus élevées comparées à celles de la Russie. Mme Krone-Schmalz démontre qu'en 2016, les dépenses militaires des membres européens de l'OTAN à eux seuls ont été presque quatre fois plus élevées que celles de la Russie – sans même parler des dépenses des Etats-Unis! Tous les chiffres qu'elle évoque parlent d'eux-mêmes.

Le système de défense antimissile

Mme Krone-Schmalz aborde également la situation concernant le système de défense antimissile, dont l'installation en Europe orientale près de la frontière russe est prévue par l'OTAN depuis plusieurs années – soi-disant pour parer à la menace venant de l'Iran. Pendant des années, ce projet constituait un point litigieux entre l'OTAN et la Russie. Cette dernière a vu sa capacité nucléaire de riposte menacée par l'édification d'un bouclier antimissile occidental et a commencé à développer son propre système de défense et à installer des missiles à Kaliningrad. Puis, en été 2015, contre toute attente, les Etats-Unis ont signé l'accord nucléaire avec l'Iran. Ainsi, le danger venant d'éventuels missiles iraniens, s'est réduit considérablement. Cela aurait pu mener à une détente.

Cependant, que fit l'Occident? En décembre 2015, «la base située en Roumanie fut mise en service et en mai 2016, les travaux pour la base située en Pologne ont débuté. Quel effet ces mesures ont-elles bien pu avoir sur Moscou? La menace de la part de l'Iran était pratiquement éliminée, cependant, l'installation du bouclier antimissile continue. Naturellement, il n'est pas dirigé contre la Russie, mais contre qui alors?»

Regard inquiet sur l'année 2018

Ces développements laissent porter un regard inquiet sur l'année 2018, car le système de défense antimissile sera mis en service en Pologne cette année: «En 2018, le monde se dirige vers un conflit extrêmement dangereux, pouvant rapidement déraiser. Tout cela à cause de missiles de longue portée et d'ogives nucléaires que l'Iran ne possède pas. Est-ce vraiment inévitable?» Cette question se pose clairement. En outre, il faut se demander qui a un intérêt à attiser continuellement ce conflit. Cui bono? De toute apparence, les populations allemandes et russes n'en veulent pas. Mme Krone-Schmalz présente le résultat d'un sondage effectué en 2016, selon lequel 64% des citoyens allemands approuvaient l'ancien ministre des Affaires étrangères *Steinmeier*, lorsqu'il mettait en garde contre le «bruit de bottes» croissant venant de la politique et exigeait un changement de cap.

La majorité des Allemands est opposée au bellicisme des partisans de la ligne dure

Ce résultat rend confiant, car, malgré la partialité frappante des médias, il montre qu'une majorité de la population allemande ne se laisse pas embrigader par le bellicisme des partisans de la ligne dure. Toutefois, l'auteur se demande également à juste titre comment expliquer le fait que dans notre démocratie la prise de position des majorités obtienne si peu de résonance médiatique.

Le livre fournit de nombreux autres exemples. Tous démontrent l'erreur d'une représentation politique d'une Russie expansionniste. La Russie agit d'un point de vue de défense stratégique.

Plaidoyer pour une politique de détente ...

C'est pourquoi Mme Krone-Schmalz plaide de toute urgence et à juste titre en faveur d'une politique de détente et d'instauration d'un climat de confiance. L'auteur renoue ainsi avec la «Ostpolitik» [«politique vers l'Est»] de *Willy Brandt* qui, dans les années 1970, fut une contribution majeure à la détente en Europe. Que faut-il pour cela? Mme Krone-



ISBN 978-3-406-71412-2

Schmalz estime qu'une politique de détente et d'instauration d'un climat de confiance doit reconnaître comme légitimes d'autres vues que la sienne. En tant que lecteur, on se dit que dans une Europe éclairée cela devrait être possible.

... mais la capacité de l'Occident à faire des compromis s'amenuise

Mme Krone-Schmalz voit cette capacité s'amenuiser: «L'Occident n'est plus disposé à de sérieux compromis, parce qu'il considère sa propre vision du monde comme étant sans alternative. Cela relève d'une ardeur missionnaire ayant toujours contribué à provoquer de grandes catastrophes.»

Le tout pourrait aussi se faire différemment. Mme Krone-Schmalz explique très concrètement qu'il existe toujours une marge de manœuvre pour trouver une solution pacifique, si la volonté est là. Nous désirons mentionner juste deux aspects. L'auteur propose, dans le cadre d'une politique de détente, de retirer la perspective d'adhésion à l'OTAN pour l'Ukraine et la Géorgie – une voie à laquelle le Président français *Emmanuel Macron* semble également avoir pensé. L'Allemagne pourrait également jouer les pacificateurs en s'alliant à un tel projet.

Proposition pour la Crimée

En outre, Mme Krone-Schmalz esquisse une approche de solution intéressante concernant la Crimée. «Qu'en serait-il si la Crimée était déclarée territoire sous mandat de l'ONU, restant du point de vue du droit international en possession de l'Ukraine, tout en étant administrée par la Russie [...]»? Plus tard, se serait à l'ONU d'organiser un référendum. Pourquoi ne pas songer à de telles idées, à les reprendre et à les présenter dans les commissions pour ainsi participer à la décripation de la situation?

Le dernier chapitre du livre s'intitule «Penser par soi-même»: «Pour moi, il est important que «les citoyens responsables» conservent leur scepticisme face aux vérités trop banales et les distinctions trop nettes entre le bien et le mal. Penser par soi-même, doit être la devise. Et surtout, ne pas se laisser intimider par des termes comme théories conspirationnistes, populisme et propagande.» Pour cela, on a besoin de la liberté extérieure mais aussi de la liberté intérieure, «se sentir libre d'utiliser sa propre raison, sans directives canalisatrices par autrui et sans attendre la bénédiction par autrui de notre propre manière de penser [...]». Suite à de telles réflexions, il s'impose de conclure l'analyse de ce livre informatif et passionnant par la devise d'*Emmanuel Kant*: «Sapere aude! Aie le courage de te servir de ton propre entendement!»

Mme Krone-Schmalz nous montre l'exemple.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Aucun pays ne peut à la longue ...» suite de la page 5

sion illégale contre l'Irak en 2003 et ainsi de suite – jusqu'à nos jours. Quel est le but de ces mensonges? Les auteurs de telles phrases croient-ils vraiment qu'on leur fait confiance?

Quel est le prix du mensonge politique?

Ces trois exemples doivent suffire. Chaque lecteur pourra en joindre d'autres. Devons-nous nous y accommoder? Quel prix aurons-nous à payer, si nous nous résignons à accepter de tels mensonges politiques (comme cela arrive si souvent au cours de l'Histoire)? Un regard dans les livres d'histoires devrait suffire, pour réaliser quel en est le prix.

La vérité est exigeante. Sa recherche et l'effort pour s'en approcher est un défi intellectuel et émotionnel. De beaucoup de vérités nous ne pouvons que nous en approcher; car beaucoup de faits ne sont pas (encore) connus. La recherche de la vérité est une tâche à accomplir en commun. Etudier, recueillir, examiner, discuter, corriger, compléter, élargir et ainsi de suite. Le mensonge, par contre, est simple: je prétends simplement quelque chose que j'ai inventé moi-même.

«Priver les élèves des grands textes de la littérature, c'est les priver de leur identité»

Interview de Barbara Lefebvre* accordée à Alexandre Devecchio, «Le Figaro»



Barbara Lefebvre
(photo mad)

Si la faillite de l'école est devenue un marronnier éditorial, le dernier livre de Barbara Lefebvre dépasse largement ce constat. A travers «Génération J'ai le droit» – la faillite de notre éducation» (Albin Michel), l'essayiste et professeur dans

le secondaire aborde des enjeux tels que la démission des familles, la dérive multiculturaliste de notre modèle d'assimilation ou encore l'instrumentalisation politique de l'histoire. Et livre une réflexion puissante sur la crise de l'autorité qui mine notre société ultra-individualiste.

Lors de sa première année dans un collège en zone d'éducation prioritaire de Sarcelles, Barbara Lefebvre n'avait aucune appréhension. Mais sa passion de la transmission, son enthousiasme pour donner aux élèves le goût de l'histoire et les aider à comprendre le monde vont rapidement se fracasser contre le réel. «Le réel était ce que les déracineurs produisaient méthodiquement jour après jour en faisant croire aux petits profs de terrain comme moi qu'ils participaient à la grande œuvre républicaine. Nous n'étions que les petits employés de la grande machine à déraciner la culture et l'histoire du cœur et des cerveaux des nouvelles générations», écrit-elle.

«Génération J'ai le droit» est le récit à la fois lucide et rageur de cette désillusion en même temps qu'une méditation plus large sur la faillite d'un progressisme dévoyé en individualisme irresponsable.

L'essayiste, coauteur de «Les territoires perdus de la République» (Mille et une Nuits) et d'«Une France soumise» (Albin Michel), y conjugue avec brio témoignage personnel et considérations philosophiques. «Notre passion illimitée de la liberté individuelle adossée à celle de l'égalité transformée en égalitarisme aura conduit à l'effacement du nous au profit d'un je tout-puissant, revendicatif et péremptoire», analyse celle qui entend désormais se consacrer à l'éducation des enfants handicapés.

* Barbara Lefebvre est professeur de géographie et d'histoire dans le secondaire. Co-auteur de «Les territoires perdus de la République» et d'«Une France soumise». Elle a publié de nombreuses tribunes sur ces questions et intervient courageusement sur différents médias radiophoniques et télévisuels. Son dernier livre vient de sortir et s'intitule «Génération J'ai le droit» – la faillite de notre éducation».

Le Figaro: Votre livre s'intitule «Génération J'ai le droit». Pourquoi ce titre?

Barbara Lefebvre: Ce titre fait écho à ce que j'entendais de la bouche de nombreux parents ou collègues déplorant la perpétuelle opposition à leur autorité de la part des enfants ou des élèves. Le «je» individualiste s'impose au «nous» de l'intérêt général. Dans cette vision toute-puissante de l'individu, non seulement l'autre n'existe que comme instrument pour satisfaire mes désirs, mais aucune autorité ne semble légitime pour m'imposer quoi que ce soit.

Que répondez-vous à ceux qui voient un progrès dans cette extension des droits individuels, notamment en matière de liberté?

Je précise que je distingue le respect des droits humains fondamentaux, qui s'impose à l'adulte à l'égard de l'enfant, et les revendications de droits particuliers en conflit avec le bien commun. Ceci étant posé, la liberté n'est pas la satisfaction absolue de ce que l'individu juge être son droit. De la même façon que le respect des minorités ne signifie pas l'octroi de droits particuliers qui les sépareraient du corps social. La passion illimitée de la liberté, qui caractérise la civilisation occidentale depuis la Renaissance, a conduit à l'épanouissement de l'individu. Mais il y a un gouffre entre la reconnaissance de la singularité de l'être humain, dont témoigne par exemple l'œuvre de Montaigne, et l'individualisme puéril de notre époque. C'est l'individu-roi qui veut «vivre sans temps mort et jouir sans entraves», pour reprendre un célèbre slogan de Mai 68. La liberté a ses limites et il revient aux adultes de les poser, de les incarner. Lorsque l'adulte se dérobe à ses responsabilités, l'incompréhension de l'enfant face à toute contrainte sociale conduit à une frustration perpétuelle, voire à la violence.

Cette révolution individualiste, que vous décrivez comme un changement de civilisation, s'est faite à l'école. Comment ce basculement s'est-il opéré? Qui sont les «démolisseurs de l'école»?

Ce sont les idéologues de la déconstruction de l'autorité institutionnelle au nom de la liberté dans son dévoiement libertaire et de l'égalité dans son dévoiement égalitariste et niveleur. Née avec la «Beat Generation» dans les universités américaines des années 1950, cette idéologie est devenue dominante deux décennies plus tard pour aboutir à notre politiquement correct libéro-libertaire. Cette doxa se voulait révolutionnaire, mais elle s'est parfaitement acclimatée à l'ultralibéralisme mondialisé et à l'identitarisme communautaire, deux fossoyeurs de notre modèle de civilisation. Les «démolisseurs» sont présents dans les rouages de l'Éducation nationale dès l'époque d'Alain Peyrefitte [ministre de l'Éducation nationale sous Georges Pompidou pendant Mai 68, ndlr.] et diffusent une vulgate pédagogue joliment emballée dans un discours d'experts. Une armée de Monsieur Homais au service du progrès qui exerce son magistère. Ils n'ont cessé de répéter que l'autorité était synonyme d'autoritarisme et la culture une arme de la domination bourgeoise occidentale.

Pour vous, il s'agit donc d'abord d'une crise de l'autorité?

Pour une large part, oui. On a remis en cause l'autorité enseignante dans sa légitimité à s'exercer, celle que la société confère à une personne ou une institution. Dès lors qu'on délégitime le représentant d'une autorité, on autorise l'enfant ou l'élève à contester, à désobéir, à croire que c'est son droit de réattribuer l'autorité à un tiers selon lui plus légitime ou d'être son propre maître. L'enfant, de par son immaturité intellectuelle et affective, a besoin d'être guidé dans la quête de son autonomie et de sa liberté. Pour cela, on doit lui faire éprouver que la réalité du monde, ce sont des contraintes et des frustrations, et qu'un adulte véritablement libre les surmonte sans se sentir bafoué perpétuellement dans son droit! L'acte d'enseigner a été dépeint par certains comme un acte de vio-

lence sur l'élève en raison de sa verticalité. Mais, dans le cadre scolaire, l'autorité est l'inverse de la domination: l'objectif de l'enseignant est de transmettre des savoirs pour permettre à l'élève de s'autonomiser, de se détacher progressivement de cette autorité. Pourtant, on a convaincu parents et enseignants eux-mêmes que l'école était le lieu de l'arbitraire culturel et de la violence institutionnelle. Quand les enseignants intègrent cette récusation idéologique de leur autorité, ils ne perçoivent pas que cela met en péril le cœur même de leur mission, ni que les contenus de l'enseignement s'en trouvent aussi délégitimés.

Vous avez été élève au moment des expérimentations de la génération 68 et professeur à la fin des années 1990 ...

La plupart de mes enseignantes avaient de l'expérience et pratiquaient un enseignement explicite. La vulgate sur l'autonomie de l'élève les laissait apparemment de marbre. J'ai appris à lire avec la méthode syllabique. Toute ma scolarité élémentaire, j'ai eu des cours d'orthographe et de grammaire distincts des activités de lecture-compréhension ou de rédaction. Des devoirs, des conjugaisons ou des tables de multiplication à apprendre par cœur, des récitations de poésie classique, des livres à lire et non des extraits! Avec la plupart de mes maîtresses, c'était impunité zéro. On les voyait; aujourd'hui, le tutoiement est l'usage courant. Quand je suis devenue enseignante, je ne me suis pas sentie tenue par le charabia pédago que l'IUFM [Instituts universitaires de formation des maîtres] cherchait à imposer. Pour moi, le discours de ces experts en «sciences de l'éducation» était l'expression vivante de la bêtise décrite par Flaubert: sérieuse au nom du progrès des masses, prétentieuse, qui établit des vérités sur le ton du dogme tout en se prétendant au service de l'esprit rationnel.

Vous avez fait vos premiers pas en ZEP à Sarcelles, Pierrefitte-sur-Seine et Colombes. Vous n'aviez alors aucun préjugé idéologique ...

Non seulement je n'avais aucun a priori, mais je voulais enseigner dans ces établissements. Précisément parce que c'est auprès des élèves de milieux populaires, où l'accès à la culture classique est le moins usuel, que l'école doit œuvrer. Ce qui m'a immédiatement sauté aux yeux, c'était l'impunité dont bénéficiaient les élèves en termes de discipline ou de gestion de l'absentéisme par exemple. L'administration et certains collègues n'assumaient plus leur rôle d'adultes responsables. Tout se négociait. On achetait la paix sociale auprès d'une ou deux dizaines de caïds qui avaient pris le contrôle de la vie sociale de l'établissement. Il suffit d'une minorité qui exerce une pression continue pour obtenir la soumission de la majorité.

J'étais atterrée d'entendre certains collègues ou responsables éducatifs minimiser des insultes racistes et antisémites, les comportements sexistes ou homophobes au nom de particularismes culturels: «C'est comme ça chez eux, que veux-tu y faire?» Cela, je n'ai jamais pu l'accepter. Je le vivais comme une insulte à la mission de l'école républicaine et un mépris pour la totalité des élèves et des familles qu'on condamnait à vivre sous le joug d'une minorité inculte et oppressive. On voit aujourd'hui comment cette minorité a imposé ses codes et ses principes ségrégatifs dans certains territoires. Ces territoires ont été perdus culturellement. C'était le sens de notre ouvrage en 2002, «Les Territoires perdus de la République» ...

Vous insistez sur l'importance de la littérature dans la transmission de la culture. Peut-on enseigner les grands textes dans ces «territoires perdus de la République»?

On devrait pouvoir les enseigner mais, là comme ailleurs, on a rendu cet enseignement impossible, à l'exception de quelques établissements publics d'excellence. Dès le début de ma carrière, j'ai compris que le problème résidait d'abord dans l'apprentissage du français. Je l'évoque longuement dans le livre, car c'est central selon moi. L'illettrisme de masse est le produit de méthodes et de théories qui, sous prétexte d'égalité des chances et d'autonomie de l'élève, ont aggravé les inégalités comme le montrent nombre d'études. D'ailleurs, au lieu de remettre en question leurs méthodes d'apprentissage, ces experts ont préféré pathologiser les élèves en difficulté! L'acculturation actuelle est le résultat d'un non-enseignement de la langue française, car le pédagogisme a disqualifié un enseignement rigoureux de son orthographe, de sa grammaire, en noyant l'ensemble dans des approches théoriques désincarnées. Exit le passé simple et le plus-que-parfait. Près de 600 heures d'enseignement du français ont été perdues à l'école élémentaire depuis le début des années 1970, pendant que la linguistique transformait la grammaire scolaire en un jargon incompréhensible. De la même façon, on enseigne la littérature de façon technique et froide, comme s'il s'agissait d'une science. Il faudrait redonner aux élèves, dès le plus jeune âge, le plaisir de lire, mais c'est impossible quand vous n'arrivez pas à comprendre ce que vous déchiffrez. La France est une nation littéraire. Empêcher les élèves d'entrer dans la littérature, dans la compréhension de ses grandes œuvres, de Rabelais à Flaubert en passant par Racine ou Colette, c'est les priver de leur identité citoyenne. Je pense qu'on apprend à connaître et à aimer son pays par la fréquentation de ses grands auteurs. C'est même la singularité du destin identitaire français que d'être tout entier contenu dans sa littérature.

Suite page 8

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2018 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

BARBARA LEFEBVRE

GÉNÉRATION
"J'AI LE DROIT"

LA FAILLITE
DE NOTRE EDUCATION

ALBIN MICHEL

ISBN 978-2-22639-821-5

Sous la direction de
Emmanuel Brenner

LES TERRITOIRES
PERDUS DE
LA RÉPUBLIQUE

Postface de Georges Bensoussan

Pluriel

ISBN 978-2-81850-482-6

Fondateur du secourisme en montagne

Médecin, chasseur de chamois, guide de montagne et pionnier en médecine traumatique

par Heini Hofmann

Le «médecin du soleil» de l'Engadine est avant tout devenu célèbre pour son héliothérapie. Peu de personnes savent qu'Oscar Bernhard est aussi le «père du secourisme en montagne». Les personnes du pays l'appelaient affectueusement «Le Bernard».

Au milieu du XIX^e siècle, l'appréhension du monde alpin et de ses dangers fut dépassée par l'attrait des hauts sommets et le goût de la recherche. L'alpinisme rejoignit le tourisme thermal classique. Le sport en montagne initié par les Anglais se transforma en sport populaire. Cela entraîna des accidents de montagne; mais le secourisme en haute montagne était encore à ces premiers balbutiements.

Comme c'est souvent le cas dans la vie, c'est le fameux docteur Oscar Bernhard (1861–1939) génie doté d'un sens pratique de la Haute-Engadine, qui y a remédié. Fils de pharmacien, il est né au village de Samedan. Sa jeunesse fut marquée par la nature et les montagnes. A l'âge de 16 ans, il tira son premier chamois, deux ans plus tard, il obtint sa licence de guide de montagne.

Le premier samaritain en montagne

Au début, il dirigeait un cabinet de montagne à Samedan avec une succursale à Pontresina, un village très prisé par les premiers alpinistes. En 1895, «Le Bernard» fut l'initiateur principal de la création du premier hôpital en Engadine. Cet établissement, le plus haut d'Europe, dispensant des soins d'urgence existe encore aujourd'hui à Samedan. Il le dirigea en tant que médecin-chef pendant douze ans. Dans cet hôpital, il développa son traitement à base de la lumière solaire suite auquel il acquit plus tard, dans sa propre clinique à St-Moritz, une réputation mondiale.

En tant que médecin praticien et chirurgien, chasseur de haute montagne passionné et guide de montagne breveté ainsi que président de la section Bernina du *Club Alpin Suisse* (1894–1904), Oscar Bernhard reconnut qu'il était nécessaire de développer un système de secourisme en montagne. Il ne tarda pas de s'y atteler.

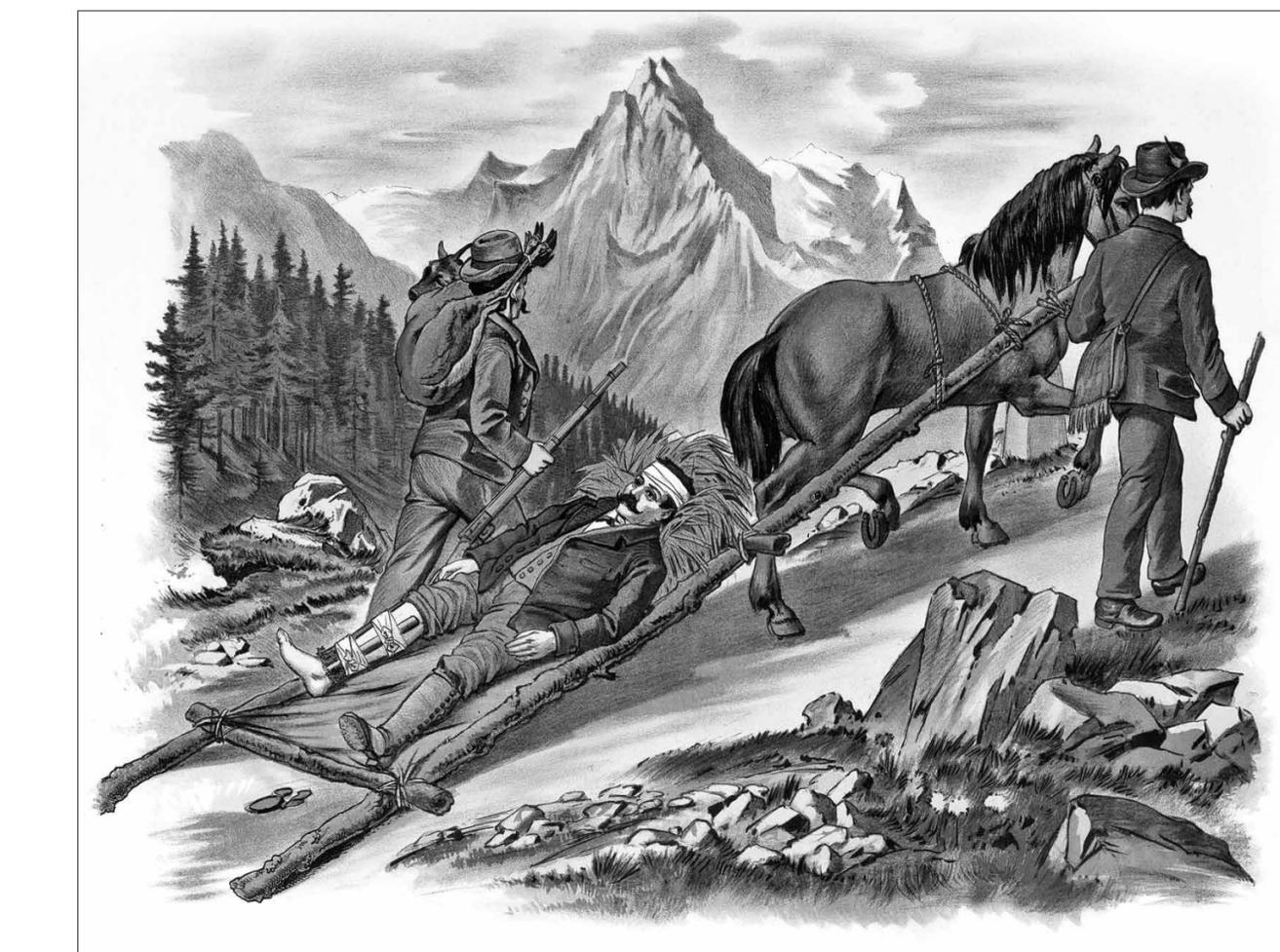
Planches didactiques pour les samaritains

Comme, à l'époque, il n'existait pas encore de communications électroniques, les conférences et les illustrations étaient les moyens didactiques disponibles. Au cours de l'hi-

«Le Bernard», jeune praticien. Il a été médecin (fondateur de l'héliothérapie), samaritain (fondateur du secourisme en montagne), naturaliste, chasseur de haute montagne, numismate et mécène des arts.



(Photo Waldemar E. Bernhard)



Grand travois utilisé pour le transport de blessés et tiré par une bête de trait. (Illustration Kulturarchiv Oberengadin)

ver 1891, le docteur Bernhard organisa donc à Samedan une formation de samaritains de plusieurs jours au sein de la section Bernina du Club Alpin Suisse. Le cours avait pour thème «Premiers secours en cas de blessures et de soudains symptômes de maladie en montagne». Les participants étaient des guides de montagne, des membres du club et d'autres personnes intéressées.

Pour cette occasion, il a réalisé ses 55 planches didactiques et 173 dessins sur sept sujets distincts, qui devinrent par la suite célèbres. C'étaient des instructions précises et axées sur la pratique pour le service samaritain en montagnes, tant pour les premiers secours lors d'accidents de montagne que pour les modes de transport en terrain difficile. Le sérieux de ses intentions est reflété par l'habillement ultra-correct des secouristes en chemise blanche et gilet avec chapeau et foulard – ce qui de nos jours fait plutôt sourire.

Un manuel à succès

Ces planches didactiques – dont certains originaux se trouvent aujourd'hui encore dans les Archives patrimoniales de la Haute-Engadine à Samedan et à l'Alliance suisse des samaritains à Olten – firent un tabac: elles obtinrent, un diplôme de première catégorie

ainsi qu'une médaille d'or de l'école professionnelle de Zurich, un an plus tard, lors de l'exposition d'hygiène à Munich, le premier prix et également une médaille d'or. Même le médecin en chef de l'Armée suisse, portant alors encore l'uniforme bleu conforme à son titre, le qualifia, selon la sobre diction militaire, de «très beau et méritoire».

Suite à ce franc succès, Oscar Bernhard publia en 1896 un guide avec texte et images intitulé «Service samaritain prenant spécialement en compte les conditions en haute montagne». Le journal «Allgemeines Fremdenblatt, St. Moritz» écrivit dans son édition du 15 juillet: «Ce manuel de poche pour samaritains, facile à emporter avec soi, est à recommander vivement à tout un chacun, mais surtout aux vrais alpinistes, aux touristes et aux guides.»

Improvisation au lieu de high-tech

Concernant les moyens de transport en haute montagne Bernhard écrit: «Le terrain très escarpé avec ses cours d'eau tumultueux, ses ravins sauvages, ses profondes gorges, ses denses forêts privées de tout tracé, ses pentes herbeuses, ses montagnes rocheuses et ses déserts de glace et de neige compliquent énormément le transport et exigent du matériel et des modes de transport singuliers.»

Et le médecin de continuer: «En montagne, on utilise pour le transport notamment des bâts pour les bêtes de somme, des travois et des luges tirées par des hommes ou des animaux, puis des chaises à porteurs. L'habitant des Alpes est habitué à ce type de locomotion. Un jeune homme solide est capable de transporter ainsi un blessé ou une personne âgée pendant des heures. Il est cependant avantageux d'avoir à disposition plusieurs porteurs pouvant se relayer.»

Surtout ne pas nuire!

Les instructions de Bernhard sont toujours précises et pratiques. La conclusion de son manuel de premiers secours en haute montagne reflète très bien sa sérénité et son caractère réfléchi: «Si vous êtes subitement confronté à un grave accident, gardez votre sang-froid, agissez de manière réfléchie et déterminée! Si vous n'êtes pas sûr et ne savez pas exactement comment faire, faites plutôt moins que trop. On vous pardonnera plus facilement et à juste titre d'avoir péché par omission que d'avoir commis une action irréfléchie risquant de nuire à la personne en danger.»

Et de préciser: «Comme dans la vie en général, notamment quand il s'agit d'assistance médicale, les personnes arrogantes et bornées qui croient tout savoir, dont *Bilroth* dit que leur cerveau ressemble à une bibliothèque d'où ils n'ont qu'à prendre, le cas échéant, le faux livre du faux rayon pour créer un grand malheur! De telles personnes sont capables de discréditer tout le mouvement samaritain.

D'où son conseil paternel, toujours valable: «Soyez donc toujours très prudent en apportant votre assistance médicale, suivez la règle d'*Hippocrate*, le père de la médecine: Surtout ne pas nuire! Si, lors d'un accident, vous avez agi de façon sensée et correcte, vous aurez la plus belle récompense, le sentiment d'avoir fait quelque chose de bien.»

Un principe éternel

La dernière phrase comprend pour ainsi dire la philosophie de sa vie: «C'est beau de calmer les douleurs d'une personne souffrante; c'est merveilleux de le préserver de la maladie et du dépérissement; cependant, le plus sublime que le cœur humain puisse ressentir, est la certitude d'avoir sauvé la vie à un être humain.» Voici les paroles d'un médecin et d'un philanthrope, pour qui le métier est une vocation et qui en outre sait, grâce à son propre vécu, de quoi il parle!

«Priver les élèves des grands ...»
suite de la page 7

Vous êtes professeur d'histoire. L'enseignement de cette matière aurait, selon vous, été dévoyé à des fins idéologiques. Lesquelles? L'histoire et son enseignement ont toujours été au cœur d'enjeux politiques et civilisationnels majeurs. Or, sur l'histoire scolaire comme dans l'enseignement du français, des clivages importants existent entre enseignants. Les médias caricaturent sous les traits de réacs nostalgiques ceux qui évoquent le «roman national». En fait, les historiens et militants «anti-réacs» sont des tartufes car ils savent que tout écrit historique est en soi un récit du passé. L'histoire est toujours à refaire, à réécrire. S'ils s'en prennent au «roman national» comme récit accumulant les clichés, c'est qu'ils veulent le remplacer par un autre roman national ou plutôt post-national. Leur discours prétend penser la complexité de l'histoire dans une vision binaire: dominants/dominés, bourreaux/victimes, vainqueurs/vaincus. La vision télé-

logique de l'histoire n'est absolument pas la mienne, qui n'est ni au service du progrès ni au service d'une utopie. Quand on enseigne l'histoire, on n'enseigne pas une métaphysique mais une représentation non dogmatique du passé. L'histoire scolaire doit être rigoureuse dans ses contenus, mais n'a pas vocation à faire partager aux élèves les tâtonnements de la recherche. Elle doit contribuer à faire d'eux de futurs citoyens ayant en partage une culture et une histoire communes. Or le commun est disqualifié puisque l'histoire scolaire est l'otage de identités et des mémoires qui clament chacune leurs droits dans une concurrence effrénée, parfois radicale.

Que pensez-vous de la nomination de Jean-Michel Blanquer à l'Éducation nationale? Un ministre peut-il remporter seul la bataille de civilisation qui se joue à l'école?

Un ministre ne peut pas tout. Combien de temps occupe-t-il le poste? Mais il peut beaucoup par la parole qu'il porte et les conseillers dont il s'entoure. On en a vu les

effets calamiteux avec *Najat Vallaud-Belkacem*. Je pense qu'il y a une volonté, chez M. Blanquer, de redonner à l'école le sens de sa mission: transmettre des savoirs exigeants d'un point de vue culturel et scientifique dans un cadre enfin sécurisant pour tous les élèves. Il y a beaucoup à faire, notamment dans la formation des enseignants. *Xavier Darcos* [ministre de l'Éducation nationale de 2007–2009, ndlr.] avait cette ambition en 2007, mais sans le soutien de l'exécutif de l'époque. J'espère qu'il n'en sera pas de même pour M. Blanquer quand il attaquera dans le dur et que la vindicte pédagogique se déchaînera. Il y a des gens, à l'Éducation nationale, qui n'ont pas intérêt à voir le système se transformer! Il devra lutter contre ce conservatisme qui se prétend progressiste. Et je pense qu'il est en phase avec un grand nombre d'enseignants qui, eux, sont sur le terrain, et de parents qui ont envie de reprendre confiance en l'école de la République.

Source: © Alexandre Devecchio, «Le Figaro» du 19/1/18